

Centre d'étude des crises
et conflits internationaux



Indo-Pacifique : analyse de la stratégie des Etats-Unis

Raphaël Delbrouck

Octobre 2020

Note d'analyse no. 73



Indo-Pacifique : analyse de la stratégie des Etats-Unis

Raphaël Delbrouck

© 2020 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction: Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux
Université catholique de Louvain
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique
www.cecrilouvain.be

A propos de l'auteur

Raphael Delbrouck est chercheur, diplômé d'un master à l'UCL en relations internationales, finalité spécialisée en diplomatie et résolution des conflits. Ses recherches portent sur les aspects sécuritaires, de défense et économiques des rapports entre grandes puissances géopolitiques.



TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3
1. Pilier économique	6
1.1. Investissements : budget, commerce	6
1.2. Coopération et développement : BUILD ACT, ARIA	8
2. Pilier sécuritaire	10
2.1. ARIA : FONOP, MSI	11
2.2. Le QUAD et ses membres	13
3. Confiance des nations indo-pacifiques	16
3.1. Corées et Japon	16
3.2. Taiwan	17
3.3. ASEAN : centralité et <i>hedging</i>	20
3.4. Rôle et vision de l'Inde	23
3.5. Japon et Chine : l'art de l'équilibre	25
CONCLUSION	28
BIBLIOGRAPHIE	30

*** AVANT-PROPOS ***

L'idée que les valeurs américaines sont étroitement liées à la géographie du territoire des Etats-Unis mérite quelques réflexions avant d'aborder l'analyse ci-après. Situés entre l'Océan Atlantique, l'Océan Pacifique et le Golfe du Mexique, « [L]es Etats- Unis se caractérisent par une géopolitique de l'insularité »¹. Cette double ouverture maritime a toujours constitué un avantage économique et géopolitique indéniable pour la sécurité et le développement de la nation américaine. Comme les anglais l'avaient appliqué avant eux en mers, le contrôle des points d'appui, des détroits, des routes commerciales, nécessite une force navale omniprésente. De manière concomitante, la trajectoire historico-culturelle des Etats-Unis est imprégnée du mythe de la Destinée Manifeste. Selon le récit, les premiers colons puritains qui prirent pied sur le continent d'Amérique du Nord se donnèrent pour impératif de « (...)bâtir sur la colline une cité éclairant le monde »², ne reflétant pas moins le sacerdoce spirituel de le libérer en le civilisant³. Hormis l'aspect religieux, la société américaine sera érigée sur le socle des valeurs de démocratie et du libéralisme : « Aucun peuple, plus que celui des Etats-Unis, n'est tenu de remercier et d'adorer la main invisible qui conduit les affaires des hommes. Chaque pas qui les a fait avancer dans la voie de l'indépendance nationale semble porter la marque de l'intervention providentielle »⁴. Dès la naissance de la nation, la Destinée se déclina dans la stratégie nationale et la politique de défense de l'Amérique⁵. Elle sera rapidement associée à l'exceptionnalisme américain⁶. Pétrie de ces valeurs et croyances, à l'instar de la Conquête de l'Ouest américain, la Doctrine Monroe au 19^{ème} siècle allait à son tour renfermer ce rôle de libérer le monde via les océans.

La Stratégie de sécurité nationale (NSS) de 2010 et celle de 2015 sous Obama témoignent d'une continuité de ces objectifs. Elles réaffirment de prime abord l'intention de sauvegarder les intérêts nationaux et le *leadership* américain. La stabilité de l'ordre international fondé sur des règles de droit dépend de l'engagement des citoyens informés, des Etats responsables et le fonctionnement efficace d'organisations régionales et internationales⁷. D'une autre part, la sécurité intérieure du *homeland* reste indissociable d'un engagement dans les régions du monde⁸. A côté de l'Afrique et de l'Amérique du Sud, la

¹ Tanguy, STRUYE DE SWIELANDE, *Duel entre l'Aigle et le Dragon pour le leadership mondial*, Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2015, p. 144

² Christopher, BUCK, *God & Apple Pie: Religious Myths and Visions of America*, New York: Educator's International Press, 2015, p. 57, p. 87, p. 166

³ Ibid., p.166

⁴ Ibid. p. 30

⁵ STRUYE DE SWIELANDE, op. cit., p. 165

⁶ Hilde E., RESTAD, *American Exceptionalism: An Idea that Made a Nation and Remade the World*, New York : Routledge, 2014, p. 38

⁷ *National Security Strategy*, Washington : United States Department of State, U.S. GPO, 2010, 2015, p. 1

⁸ Ibid., pp. 7-8

politique étrangère d'Obama soulignait en particulier l'importance de sécuriser l'Asie-Pacifique en encourageant les liens et la prospérité économique. Le *rebalance* stratégique dans cette région est d'ailleurs consacré explicitement dans le Rapport de 2012 sur la défense pour le 21^{ème} siècle : « *U.S. economic and security interests are inextricably linked to developments in the arc extending from the Western Pacific and East Asia into the Indian Ocean region and South Asia, creating a mix of evolving challenges and opportunities. Accordingly, while the U.S. military will continue to contribute to security globally, we will of necessity rebalance toward the Asia-Pacific region.* »⁹

Sous la présidence de Donald Trump, la NSS de janvier 2017 considère toujours la région comme une zone géographique de haute importance, mais elle tranche le plus avec les stratégies de sécurité antérieures là où la Chine - à côté de la Russie - est dépeinte comme principale puissance rivale, dite révisionniste¹⁰. A cet égard, le texte se recoupe avec la *National defense strategy* (NDS) de 2018 en rappelant systématiquement les maintes menaces du régime communiste. Les documents évoquent que c'est par une stratégie de long terme que la Chine poursuit son ascension, étend son influence et affirme sa puissance de manière inquiétante. Ses actions se répercutent dans une région d'Asie-Pacifique devenue le centre de gravité de la croissance économique mondiale. Elle intimide ses voisins en procédant à une militarisation de la Mer de Chine du Sud¹¹. Si en réaction, l'Administration se montre encline à entrer en compétition, voire en confrontation, la Chine joue habilement sur d'autres tableaux. A travers le projet *Belt and Road Initiative* (BRI), elle appelle les Etats asiatiques dans sa périphérie grandissante à saisir conjointement les opportunités économiques, tout en répondant collectivement aux menaces qui entravent le développement et la prospérité de l'Asie. Dans ses nombreux discours, Xi Jinping prône la primauté de l'identité asiatique. Ces démarches les attirent dans le giron chinois, certes non sans susciter leur méfiance. Le concept de FOIP – *Free and Open Indo-Pacific* – entend apporter une alternative.

⁹ *Sustaining US Global Leadership : Priorities for 21st Century Defense*, Washington : US Department of Defense, U.S. GPO, 2012, p. 2

¹⁰ *National Security Strategy*, Washington : US Department of State, U.S. GPO, 2017, p. 2, p. 8, p. 21, p. 25, p. 27, p. 38, p. 45

¹¹ *National Defense Strategy*, Washington: United States Department of Defense, U.S. GPO, 2018, pp. 2- 3

INTRODUCTION

En octobre 2017, l'ex-secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, exposait la nouvelle approche des relations entre les Etats-Unis et l'Inde au siège du Centre pour les Etudes Stratégiques et Internationales (CSIC) à Washington. Pour la première fois, le discours d'un haut représentant américain allait présenter la vision d'une région « Indo-Pacifique libre et ouverte » (FOIP), recouvrant la notion traditionnelle et plus restreinte d'Asie-Pacifique¹². Le discours ne contrastait pas radicalement avec celui de l'Administration précédente, bien que la rhétorique envers la Chine était nettement plus rigide : « *China (...) has done so less responsibly, at times undermining the international rules-based order(...). China's provocative actions in the South China Sea directly challenge the international law and norms(...). The United States seeks constructive relations with China, but we will not shrink from China's challenges to the rules-based order and where China subverts the sovereignty of neighboring countries and disadvantages the U.S. and our friends.* »¹³

A partir de décembre 2017, la nouvelle NSS allait présenter un contexte idéologique de l'ordre mondial fort axé sur la concurrence : « *A geopolitical competition between free and repressive visions of world order(...)* »¹⁴. Publiée une semaine plus tard, la NDS dépeignait la Chine comme « compétiteur stratégique »¹⁵. En mai 2018, le secrétaire à la défense, James Mattis, renomma l'*U.S. Pacific Command* en *U.S. Indo-Pacific Command*. En juillet, lors de l'*Indo-Pacific Business Forum* (IPBF), Mike Pompeo, successeur de Tillerson, Wilbur Ross, Secrétaire au Commerce et d'autres représentants gouvernementaux, annoncèrent un financement de démarrage à hauteur de 113 millions de dollars pour promouvoir les investissements venant du secteur privé américain¹⁶. Citons aussi la visite du vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, en novembre de la même année aux sommets de l'ASEAN et de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). Ces deux évènements constituèrent une occasion de renforcer la promotion de la FOIP à l'égard des pays tiers. Il avait prévenu que dans ce projet commun reposant sur les lois internationales et en l'occurrence la Convention des Nations unies (ONU) sur le droit de la mer (CNUDM), il n'y avait pas de place ni pour un empire ou actes d'agression¹⁷. Le vice-président réitéra

¹² Jamie, FLY, *Trump's Asia Policy and the Concept of the 'Indo-Pacific'*, Berlin: SWP, Research Division Asia / BCAS 2018 | session nr. 2, octobre 2018, p. 4

¹³ CSIS, *Defining Our Relationship with India for the Next Century* [en html], <https://www.csis.org/analysis/defining-our-relationship-india-next-century-address-us-secretary-state-rex-tillerson>, in FLY, ibidem.

¹⁴ *National Security Strategy (2017)*, op. cit., p. 45, in FLY, op. cit., p. 5

¹⁵ *National Defense Strategy*, op. cit., p. 1, in FLY, ibidem.

¹⁶ US DEPARTMENT OF STATE, *America's Indo-Pacific Economic Vision – Speech* [en html], <https://www.state.gov/remarks-on-americas-indo-pacific-economic-vision/> (17/09/2020), in FLY, ibidem.

¹⁷ SG.USEMBASSY, *Remarks by Vice President Pence at the 6th U.S.—ASEAN Summit* [en html], <https://sg.usembassy.gov/remarks-by-vice-president-pence-at-the-6th-u-s-asean-summit/> (20/09/2020) ; John GEDDIE, Aradhana, ARAVINDAN, *Pence says 'empire and aggression' have no place in Indo-Pacific*. REUTERS [en html], <https://www.reuters.com/article/us-asean-summit-pence/pence-says-empire-and-aggression-have-no-place-in-indo-pacific-idUSKCN1NK084> (05/05/2019), in Ian, STOREY, Malcolm, COOK, *The*

l'importance de la collaboration et des accords commerciaux bilatéraux. Il esqua une vision d'une région où les « (...)biens communs sont accessibles à tous », où « (...)les litiges sont résolus pacifiquement(...) », tout en soulignant la prééminence d'une région « (...)ouverte économiquement(...) », comprenant « (...)le commerce loyal et réciproque(...) », dans un environnement « (...)transparent et propice à l'investissement entre nations »¹⁸. Il dénonça la dépendance, ainsi que l'endettement insoutenable causés par les projets d'infrastructures et d'investissements proposés par Pékin. Conscient des conséquences d'un potentiel dilemme de la sécurité, Pence n'avait pas caché que l'intensification de la concurrence avec la Chine pourrait accroître les tensions militaires et fragiliser les prospections économiques. Il réassurera néanmoins son audience en promettant que l'Amérique tente malgré tout d'améliorer ses relations avec la Chine.

A Washington, la tâche pouvait paraître plus ardue. La division entre Trump, sa bureaucratie et le Congrès avait constitué des obstacles à la FOIP dans le courant de l'année 2018. Il y eut cependant une stabilisation du consensus sur la future approche envers la Chine à la fin de l'été. L'ensemble du gouvernement commença à faire front commun. Le 4 octobre 2018, lors de son discours à la Maison blanche, Pence justifia la posture inflexible et intransigeante de la *China policy*¹⁹. Il clarifia à cette occasion les enjeux de la sécurité nationale et les points clés de la stratégie. Calibrée autour d'une concurrence géopolitique entre grandes puissances, rien n'était innovant, mise à part une connotation de Guerre Froide encore plus marquée. Les grandes lignes de la NSS restent inchangées : la liberté de navigation ; sécuriser la région face à la Chine ; le rôle et l'inclusion des alliés et partenaires²⁰. Concernant ce dernier point, au-delà des éléments de concurrence, la FOIP présente effectivement une vision commune d'un ordre régional qui a pour vocation de renforcer les alliances et les partenariats avec les Etats-Unis. Si ces objectifs de coopération étaient déjà contenus dans une première fact sheet en 2018²¹, le rapport final de novembre 2019 les codifie formellement²². Par ailleurs, ils se recoupent avec ceux de l'*Indo-Pacific Strategy Report* du Département de la Défense de juin 2019, ainsi que ceux de l'*US Strategic Approach to The People's Republic of China* de mai 2020 : « *The United States is also building cooperative partnerships and developing positive alternatives with foreign allies, partners, and international organizations to support the shared principles of a free and open order* »²³. Il s'agit de stimuler une prospérité partagée

Trump Administration and Southeast Asia: America's Asia Policy Crystalizes, Singapour : ISEAS-Yusof Ishak Institute, 29 novembre 2018, p. 3

¹⁸ *Remarks by Vice President Pence at the 6th U.S.—ASEAN Summit*, op. cit.

¹⁹ WHITEHOUSE, *Remarks by Vice President Pence on the Administration's Policy Toward China* [en html], <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-vice-president-pence-administrations-policy-toward-china/> (30/08/2020)

²⁰ Ibidem.

²¹ US DEPARTMENT OF STATE, *Advancing a Free and Open Indo-Pacific Region – Fact sheet* [en html] <https://www.state.gov/advancing-a-free-and-open-indo-pacific-region/> (20/09/2020)

²² Gregory, POLING, *For Lack of a Strategy: The Free and Open Indo-Pacific*. WAR ON THE ROCKS [en html], <https://warontherocks.com/2019/11/for-lack-of-a-strategy-the-free-and-open-indo-pacific/> (20/09/2020)

²³ *United States Strategic Approach to The People's Republic of China*, Washington : The White House, GPO, mai 2020, p. 2

grâce au commerce loyal, réciproque et des investissements dans le secteur privé ; encourager la coopération avec les partenaires régionaux dans des secteurs tels que les énergies, les infrastructures et l'économie digitale ; promouvoir une bonne gouvernance et une société civile connectée pour lutter contre la corruption. Pour ce dernier point, le texte insiste sur la préservation de l'indépendance des nations contre toute coercition étrangère, la promotion d'accords transparents, l'Etat de droit, la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Enfin, la FOIP garantit un ordre régional sûr, où les conflits sont résolus pacifiquement. Par extension, elle œuvre à faire respecter les droits et la liberté de navigation en Mer de Chine méridionale et en Mer de Chine orientale. Un travail commun est crucial pour faire face aux menaces globales, protéger les ressources partagées, ce dans le respect des souverainetés²⁴. Or, très vite des inconsistances se sont révélées dans la pratique. Les Etats-Unis s'éloigneraient de leurs alliés et partenaires asiatiques.

La présente note d'analyse se donne pour objectif d'évaluer la mise en œuvre de la FOIP de Washington. Le texte se divise en trois parties. La première aborde son pilier économique. Nous verrons dans quelles mesures les projets d'investissements, de coopération et de développement répondent à l'objectif de contrebalancer les desseins de grande envergure de la BRI. Le pilier sécuritaire, objet de la seconde partie, traite des efforts déployés à travers la législation, les initiatives de coordination, ainsi que sur les différents théâtres d'opérations afin de freiner les avancées technologiques de l'Armée populaire de libération (APL). La troisième et dernière partie se penche sur le rôle des nations du bassin Indo-Pacifique. L'avenir du *leadership* américain en Asie repose sur le consentement au sein de réseaux d'alliances régionaux et mondiaux, mais il sera conclu que l'incompatibilité entre une position hégémonique et néo-mercantiliste entrave sa légitimité. Elle serait cause d'un déséquilibre entre les stratégies de sécurité et de défense et la mise en œuvre de la politique étrangère américaine. Cette dissonance s'accolle d'une polarisation accrue entre démocratie et autocratie. Instrumentée sans réserve, elle s'ajoute aux facteurs qui minent la confiance au sein d'un environnement marqué historiquement par une multitude de contextes socio-économiques, politiques et culturels.

²⁴ *A Free and Open Indo-Pacific - Advancing a Shared Vision*, Washington: US Department of Defense, GPO, novembre 2019, pp. 4-7, p. 11, p. 13, pp. 21-24 ; Nicholas, SZECHENYI, Yuichi, HOSOYA, *Working, Toward a Free and Open Indo-Pacific - Alliance Policy Coordination Brief*, Washington DC : CARNEGIE - Endowment For International Peace, octobre 2019, pp. 1-5

1. Pilier économique

1.1. Investissements : budget, commerce

Donald Trump, avant même d'être investi président des Etats-Unis, n'a jamais caché sa réticence vis-à-vis de l'Accord de partenariat transpacifique (TPP)²⁵, préférant conclure ou renégocier des accords commerciaux bilatéraux. Signé en 2016 sous l'égide du gouvernement Obama, le TPP était un des piliers de la stratégie du *rebalance* en Asie-Pacifique. A l'époque, la zone de libre-échange couverte par l'accord comprenait la réduction ou l'abrogation de droits de douane sur 18.000 produits. Elle représentait 40% du PIB mondial et un tiers du commerce mondial²⁶. Le partenariat, toujours à l'ordre du jour dans l'agenda des parties prenantes, se distingue par la promotion des normes communes en matière d'accords commerciaux, d'investissements, du droit de la propriété intellectuelle, du travail et environnemental. Mais en réalité, les enjeux économiques du TPP doivent être interprétés en termes de géopolitique. Le Partenariat économique régional global (RCEP) élaboré par Pékin conforte son emprise en Asie. En 2016, ce partenariat constitué de l'ASEAN²⁷+6 - la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle Zélande, générait plus de 19,8 mille milliards de dollars en PIB et englobait 3,4 milliards de personnes. L'initiative vise à réduire les droits de douane, mais en réalité elle offre peu de transparence et peu d'accès aux marchés publics²⁸. Le RCEP n'a pas été conçu pour promouvoir des normes telles que celles du TPP, trop contraignantes pour les intérêts du régime chinois. En tissant des relations commerciales avec les Etats-Unis à travers le TPP, les nations devaient diminuer leur dépendance par rapport à la Chine. A côté de cela, les Etats-Unis voyaient un moyen de légitimer leur présence en Asie Pacifique.

Si le gouvernement Obama offrait une alternative au RCEP pour accroître l'influence américaine dans la région, un décret signé par le président Trump le 23 janvier 2017 allait désengager les Etats-Unis en dépit des pressions de sénateurs républicains. Le nombre de participants du TPP fut alors ramener à 11 pays de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC)²⁹. Ce qu'il déclara lors du sommet de l'APEC en novembre 2017 ne pouvait être plus clair : « *What we will no longer do is enter into large agreements that tie our hands,*

²⁵ Le TPP est une extension de l'Accord de partenariat stratégique transpacifique (TPSEP) signé par le Brunéi, le Chili, la Nouvelle Zélande et Singapour en 2005. En 2008, d'autres pays rejoignirent les négociations pour former un accord plus large - Australie, Canada, Japon, Malaisie, Mexique, Pérou, les Etats-Unis, et le Vietnam. Bien que le TPSEP n'est pas à l'origine une initiative de l'APEC, le TPP est considéré comme pionnier de la Zone de libre-échange de l'Asie Pacifique proposée par l'APEC en 2014 (*Free Trade Area of the Asia-Pacific - FTAAP*).

²⁶ Abdelmalki, LAHSEN, René, SANDRETTO, *Le commerce international : Analyses, institutions et politiques des Etats*, Paris : De Boeck Supérieur, 2017, p. 111

²⁷ Sans le Timor Oriental

²⁸ Propos recueillis auprès d'Elena Atanassova, professeure en relations internationales, spécialisée dans les questions géostratégiques en Asie-Indo-pacifique, lors du cours *Geostrategy in the Asia-Pacific* à l'UCL (2018).

²⁹ D'autres nations, telles que l'Indonésie, Taiwan, la Thaïlande et les Philippines avaient manifesté leur intérêt pour rejoindre l'accord.

surrender our sovereignty, and make meaningful enforcement practically impossible »³⁰. Un mois plus tôt en octobre, Robert Lighthizer, Représentant au Commerce, notifia le Congrès que l'Administration renégocierait des accords avec plusieurs partenaires et alliés. Cependant, une des imprudences était la menace de renégocier l'accord de libre-échange (ALE) avec la Corée du Sud et la décision, le 24 janvier 2018, d'appliquer des droits douaniers sur des machines à laver, la plupart sud-coréennes. D'autre part, il était certain qu'un nouvel accord envisagé entre Tokyo et Washington n'aurait jamais le poids stratégique du TPP. L'éventuelle reprise des négociations de l'ALENA viendrait concurrencer les ALE conclus en Asie-Pacifique³¹. Début mars 2018, suite au remplacement inattendu de Rex Tillerson, Washington augmenta le taux des droits de douanes sur les importations d'aluminium et d'acier, amorçant la guerre commerciale contre ses alliés et ses rivaux³².

A l'instar du discours de Tillerson au CSIC en 2017, les vues de Pompeo sur la FOIP à l'IPBF de l'été 2018 avaient été accueillies avec enthousiasme (cf. *supra*). Cependant, même si le budget restait relativement stable, les programmes annoncés étaient jugés insuffisants comparés aux 400 milliards de dollars d'investissements proposés par Pékin³³. Cela souleva inévitablement des doutes sur la compétitivité des Etats-Unis dans la région. D'autant plus que l'Administration n'avait pas reconduit des engagements antérieurs. Sous le gouvernement précédent, Ash Carter, ancien Secrétaire à la Défense, avait promis une dépense annuelle de 150 millions de dollars au renforcement des capacités navales³⁴. A côté de l'annonce de la réforme des programmes de financement, une plus grande coordination était nécessaire entre pays donateurs. Sur la scène intérieure, le Département de la Défense commençait à manquer de moyens auxquels déjà le gouvernement Obama avait dû faire face³⁵. Tenant compte des besoins du Département d'Etat et du service d'aide extérieure, le financement s'est vite avéré insuffisant pour mettre en œuvre la FOIP. Ces revirements posent problème à plus large échelle. Sans ressources supplémentaires, les efforts pour contrebalancer les prêts massifs et les projets d'infrastructures de la Chine sont voués à l'échec³⁶.

³⁰ WHITEHOUSE, *Remarks by President Trump at APEC CEO Summit | Da Nang, Vietnam* [en html], <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-apec-ceo-summit-da-nang-vietnam/> - (17/09/2020), in FLY, op. cit., p. 7

³¹ John, SCHAUS, *The Limits of Good Strategy: The United States in the Asia Pacific in 2018*. CSIS [en html], <https://www.csis.org/analysis/limits-good-strategy-united-states-asia-pacific-2018> (20/09/2020)

³² John J., BRANDON, *Views from the Region on U.S. Policy in Asia Today*. THE ASIAN FOUNDATION [en html], <https://asiafoundation.org/2018/03/28/views-region-u-s-policy-asia-today/> (20/09/2020)

³³ Mira, RAPP-HOOPER, *The Indo-Pacific Vision in Strategic Limbo. A Foreign Policy Case Study for the Trump Era*, PARIS : IFRI, Notes de l'IFRI – Asie.Visions 102, novembre 2018 pp. 10-11

³⁴ Ibidem.

³⁵ FLY, op. cit., p. 7

³⁶ Ibidem.

1.2. Coopération et développement : BUILD ACT, ARIA

Début octobre 2018, le Congrès américain passa la BUILD Act. Cette loi crée une nouvelle institution de financement du développement pour stimuler les ressources du gouvernement. Elle avait permis à l'Administration de soutenir la conclusion d'un accord de coopération le 12 novembre 2018 entre les services de financement nationaux destinés au développement des Etats-Unis, du Japon et de l'Australie. L'accord doit permettre de canaliser les projets d'investissements, produire des infrastructures de haute qualité, accroître la connectivité et promouvoir une croissance économique durable³⁷. Le 1^{er} novembre 2018, le Département de la Justice présenta une nouvelle initiative – intitulée *China Initiative* – pour identifier les cas de vols opérés par le régime chinois : « (...) *identify priority Chinese trade theft cases, ensure that we have enough resources dedicated to them, and make sure that we bring them to an appropriate conclusion quickly and effectively* »³⁸. Le rapport de la Commission Etats-Unis-Chine pour les questions économiques et de sécurité appela l'Administration à adopter une ligne plus dure envers Pékin³⁹. Sur fond de ces enjeux internes, les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande annoncèrent un projet pour améliorer le réseau électrique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG). Ce projet fait suite à une entente entre des entreprises privées américaines et japonaises pour financer le projet *LNG to Power* au Bangladesh⁴⁰. En parallèle, au sommet de l'APEC de novembre 2018, le vice-président Pence annonça l'application de mesures douanières sur 250 milliards de dollars de produits chinois. Il avait menacé de doubler ce montant si jugé nécessaire⁴¹.

Fin décembre 2018, Trump signa l'*Asia Reassurance Initiative Act* (ARIA). La loi passée avec le soutien du Congrès réaffirme le rôle des Etats-Unis dans la région Indo-Pacifique⁴². ARIA serait la première stratégie diplomatique plus ou moins cohérente des Etats-Unis dédiée à la région. En complément à la NSS et la NDS, la loi propose de nouvelles priorités et initiatives. D'entrée de jeu, elle autorise des dépenses allant jusqu'à 1,5 milliards de dollars pour chaque année fiscale entre 2019 à 2023 en soutien au Département d'Etat, l'Agence de développement international et le Département de la Défense. Washington souhaite

³⁷ WHITEHOUSE, *U.S.-Japan Joint Statement on Advancing a Free and Open Indo-Pacific Through Energy, Infrastructure and Digital Connectivity Cooperation* [en html], <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/u-s-japan-joint-statement-advancing-free-open-indo-pacific-energy-infrastructure-digital-connectivity-cooperation/> (17/09/2020), in STOREY, COOK op .cit., p. 5

³⁸ *Attorney General Jeff Sessions' China Initiative Fact Sheet*, Washington: United States Department of Justice, 1er novembre 2018, pp. 1-2, in STOREY, COOK, ibidem.

³⁹ *2018 Report to Congress of the U.S.-China Economic and Security Review Commission: Executive Summary and Recommendations*, Washington: United States Department of Justice, in STOREY, COOK, ibidem.

⁴⁰ *U.S.-Japan Joint Statement on Advancing a Free and Open Indo-Pacific Through Energy, Infrastructure and Digital Connectivity Cooperation*, op. cit., in STOREY, COOK, ibidem.

⁴¹ WHITEHOUSE, *Remarks by Vice President Pence at the 2018 APEC CEO Summit* [en html], <https://sg.usembassy.gov/remarks-by-vice-president-pence-at-the-2018-apec-ceo-summit/> (20/09/2020), in STOREY, COOK, ibidem.

⁴² Carl, THAYER, *ARIA: Congress Makes Its Mark on US Asia Policy*. THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2019/01/aria-congress-makes-its-mark-on-us-asia-policy/> (20/09/2020)

renforcer les engagements diplomatiques et économiques envers des alliés et partenaires dans la région⁴³. Mais si l'objectif majeur est de contrecarrer les desseins de la République populaire de Chine (RPC), il ne s'agit pas de l'exclure à tout prix de la FOIP. Dans sa section 203, ARIA souligne l'importance d'encourager Pékin à jouer un rôle constructif dans les affaires internationales en respect du droit et des normes internationales. La loi propose de faire face aux défis communs à l'échelle mondiale et régionale : « *The United States Government (...) encourages China to play a constructive role in world affairs by demonstrating consistent respect for the rule of law and international norms; (...) seeks to build a positive, cooperative, and comprehensive relationship with China—by expanding areas of cooperation ; (...) by addressing areas of disagreement, including over human rights, economic policies, and maritime security ; (...) is committed to working with China on shared regional and global challenges, especially—upholding and strengthening the rules-based inter-national system ; and (...) the denuclearization of North Korea* »⁴⁴. L'*United States Strategic Approach to The People's Republic of China* de mai 2020 ne fait pas exception : « *By the same token, our vision of a free and open Indo-Pacific region does not exclude China* »⁴⁵.

D'autre part, ARIA cautionne l'interdépendance pour mieux se parer des conséquences des enjeux liés aux ressources naturelles et des énergies. Elle soutient en particulier la *Lower Mekong Initiative*. La loi valorise également le commerce sur un mode multilatéral pour accroître le marché de l'emploi et l'économie des Etats-Unis : « (...) *the proactive, strategic and continuing high-level use of the Asia Pacific Economic Cooperation forum, the East Asia Summit and the Group of 20 to pursue United States economic objectives in the Indo-Pacific* »⁴⁶. Plus tard, en novembre 2019, les Etats-Unis, le Japon et l'Australie lancèrent le projet *Blue Dot Network* pour promouvoir le financement transparent d'infrastructures de haute qualité en matière de développement impulsé par le secteur privé⁴⁷. Le rapport de la FOIP rappelle que le Département d'Etat et l'Agence pour le développement international (USAID) ont fourni une assistance étrangère à hauteur de 4,5 milliards de dollars à la région. Le texte fait l'éloge des Etats-Unis en tant que plus grande source d'investissements directs étrangers. Le commerce bilatéral s'évaluait à 1,9 milliers de milliards de dollars, permettant de soutenir plus de 3 millions d'emplois sur le sol américain et 5,1 millions d'emplois dans la

⁴³ THAYER, op. cit.

⁴⁴ S.2736 - *Asia Reassurance Initiative Act of 2018*, Washington : Congrès des Etats-Unis, 31 décembre 2018, p. 5394

⁴⁵ *United States Strategic Approach to The People's Republic of China*, Washington : The White House, GPO, mai 2020, p. 8

⁴⁶ Ibidem ; Si ces perspectives tranchent avec l'aspiration du président Trump à conclure des accords bilatéraux, il faut noter que la loi ARIA continue de privilégier jusque dans une certaine mesure une sélection à la carte des relations. Le traité de sécurité ANZUS entre l'Australie et les Etats-Unis est réaffirmé, mais omet encore à ce jour la Nouvelle Zélande. Par ailleurs, si ARIA mentionne le Partenariat Trilatéral de Sécurité avec la Corée du Sud et le Japon et, par ailleurs le QUAD, la loi s'abstient de toute référence au Dialogue de Sécurité Trilatéral entre les Etats-Unis, l'Australie et le Japon.

⁴⁷ *United States Strategic Approach to The People's Republic of China*, op. cit., p.15.

région *Indo-Pacifique*⁴⁸. Pourtant, la trajectoire incertaine des relations sino-américaines oblige les autres nations à procéder à un rééquilibrage stratégique de leurs intérêts sécuritaires avec les Etats-Unis (cf. *infra*) et l'engagement économique continu de Pékin en toile de fond.

2. Pilier sécuritaire

La modernisation de l'APL, y compris celle de ses forces navales, est au cœur de la planification de défense américaine et de sa budgétisation. La Marine de l'Armée populaire de libération (People's Liberation Army Navy - PLAN) s'est développée en une force militaire prépondérante⁴⁹. Les lignes de communication commerciales reliant le golfe Persique, les territoires contestés en Mer de Chine, la remilitarisation du Japon, le litige avec Taiwan et la capacité de frappe de l'armée américaine ont indéniablement été déterminants dans ce processus au cours des dernières décennies. Pékin entend bien concurrencer les Etats-Unis, afin de déplacer leur influence hors du Pacifique occidental. Cela suppose une force navale pouvant se déployer bien au-delà des côtes. La stratégie de long terme de la PLAN répond à cet objectif. Elle comprend trois phases. La première à atteindre au début du 21^{ème} siècle comportait une capacité d'intervention dans les mers avoisinantes à hauteur de sa première ligne de défense. Elle recouvre la Mer Jaune et la Mer de Chine passant par les îles Ryukus, Taiwan, jusqu'à l'île indonésienne de Natuna Besar. La seconde phase en 2020 est d'ores et déjà entamée. L'objectif est d'étendre les opérations jusqu'à la seconde chaîne d'îles, c'est-à-dire, les îles Bonins, les îles Mariannes, passant par l'île de Guam, les îles Carolines, jusqu'à l'Est de l'Indonésie, avant de devenir d'ici 2050, dernière phase, une force navale globale⁵⁰. D'ici là, la projection de puissance de la RPC aura dépassé la troisième chaîne qui s'étend des îles aléoutiennes en Alaska, aux îles du Pacifique Sud, jusqu'aux îles d'Hawaï, là où se situent de grandes bases militaires américaines⁵¹. Ces phases successives coïncident avec l'objectif de récupérer son statut de première puissance régionale avant de s'ériger en tant que grande puissance mondiale, au même titre que les Etats-Unis. En outre, sa modernisation militaire est destinée à : acquérir les capacités nécessaires⁵² en cas de conflit éventuel avec Taïwan ; appuyer ses revendications pour un meilleur contrôle des mers ; faire respecter le droit de réglementer les activités militaires étrangères dans – du moins, ce qu'elle estime être – sa zone économique exclusive maritime (ZEE) de 200 miles. Depuis plus d'une décennie, elle mène un nombre croissant de manœuvres dans des eaux éloignées ou

⁴⁸ Premesha, SAHA, *From 'Pivot to Asia' to Trump's ARIA: What drives the US' Current Asia policy?* New Delhi : Observer Research Foundation, ORF Occasional paper | 236, p. 13

⁴⁹ Le début de la modernisation des forces navales chinoises a été réellement amorcé à partir des années 1990.

⁵⁰ Ming-chin Monique, CHU, Scott L., KASTNER, *Globalization and Security Relations Across the Taiwan Strait: In the Shadow of China*, New York : Routledge, 2014, p. 87

⁵¹ Jonathan, MANTHORPE, *China targeting Pacific isles for strategic bases*. ASIA TIMES [en html], <https://asiatimes.com/2019/06/china-targeting-pacific-isles-for-strategic-bases/> (20/09/2020)

⁵² Citons par exemple l'intérêt de développer une force anti-accès/déni de zone (A2/AD).

elle se heurte régulièrement à la flotte américaine et à celle des autres puissances étrangères.

2.1. ARIA : FONOP, MSI

A côté de son volet économique, ARIA prévoit de consolider l'armée américaine et ses engagements sécuritaires avec alliés et partenaires, notamment Taiwan⁵³. La loi soutient l'ASEAN dans la construction d'une architecture régionale axée sur la résolution pacifique des problèmes, la lutte contre le terrorisme et la promotion des droits de l'homme⁵⁴. Comme déjà mentionné, ARIA évoque une potentielle coopération avec la Chine, en l'occurrence pour dénucléariser la Corée du Nord⁵⁵. Cela n'avait pas empêché l'exclusion de la PLAN aux exercices de la RIMPAC en mai 2018, en raison du déploiement de missiles de croisière antinavires aux pourtours des îles Spratleys. Lors de l'*U.S.-China Diplomatic and Security Dialogue* de novembre 2018, les Etats-Unis avaient appelé la Chine à retirer l'arsenal⁵⁶. Washington avait également renforcé la coopération de sécurité avec les pays d'Asie du Sud-Est à travers l'Initiative de sécurité maritime Indo-Pacifique. Son financement avait été augmenté et étendu jusqu'en 2024. Lors du sommet de l'APEC, toujours en novembre 2018, Trump réitéra les engagements des Etats-Unis pour garantir la libre navigation dans la région. Par la même occasion, il dénonça le harcèlement systématique de la marine chinoise. Rappelons en octobre 2018 la quasi-collision d'un navire de la PLAN avec un destroyer américain en pleine Opération de Libre Navigation (FONOP⁵⁷) soutenue par l'Australie, la France, le Royaume-Uni et le Japon⁵⁸. Bien que les Etats-Unis encouragent les pourparlers entre l'ASEAN et la Chine pour l'adoption d'un Code de Conduite (CoC), Washington insistait sur la conclusion rapide d'un accord acceptable pour toutes les parties prenantes, en respect des droits maritimes de la CNUDM. L'insistance de Washington s'explique en raison d'une clause chinoise établie dans le projet de texte des négociations entre l'ASEAN et la Chine, permettant à celle-ci d'exercer son veto sur les exercices militaires entre les membres et d'autres pays en Mer de Chine du Sud. Cette clause entrave les relations militaires des Etats-Unis dans la région⁵⁹.

⁵³ CHU, KASTNER, op. cit., p. 87

⁵⁴ ARIA pointe le non-respect de l'Etat de droit et des libertés civiles dans cinq Etats : le Cambodge, la Chine, la Corée du Nord, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam. La loi dénonce également la violation des droits de l'homme en Birmanie, aux Philippines et en Chine. in THAYER, op. cit.

⁵⁵ Ankit, PANDA, *What ARIA Will and Won't Do for the US in Asia*. THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2019/01/what-aria-will-and-wont-do-for-the-us-in-asia/> (18/09/2020)

⁵⁶ US DEPARTMENT OF STATE, *U.S.-China Diplomatic and Security Dialogue – Media Note* [en html], <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2018/11/287282.htm> (17/09/2020), in STOREY, COOK, op. cit., p. 4

⁵⁷ *Freedom of navigation operation*

⁵⁸ Eli, MEIXLER, *A Chinese Warship Nearly Collided With a U.S. Destroyer in an 'Unsafe' South China Sea Confrontation*. TIME [en html], <http://time.com/5412237/china-encounter-decatur-south-china-sea/> (18/09/2020)

⁵⁹ STOREY, COOK, op. cit., pp. 4-5

Entre 2015 et 2017, beaucoup d'acteurs voyaient d'un mauvais œil la réduction drastique du financement de la *South East Asia Maritime Security Initiative* (MSI), passant de 119 à 47,6 millions de dollars. Par contre, les dotations de départ que permet d'octroyer ARIA pour les FONOP avaient été saluées positivement, à savoir qu'entre 2017 et 2019 le budget MSI avait plus que doublé, atteignant 98,2 millions de dollars⁶⁰. Début 2019, l'*US Navy* pilota ses premières FONOP de l'année dans les zones maritimes contestées quelques jours seulement après la promulgation de l'ARIA⁶¹. En janvier, l'*USS McCampbell* transita le long des côtes des îles Paracels. En février, l'*USS Spruance* et l'*USS Preble* naviguèrent tout près de *Mischief Reef* dans l'archipel des Spratleys. La même année sept opérations auraient été menées au total, contre cinq en 2018, quatre en 2016, ainsi que quatre autres en 2015⁶².

En juin 2019, le Département de la Défense avait publié son rapport sur l'implémentation de la stratégie dans l'Indo-Pacifique, reposant sur les trois « P » : la préparation, les partenariats et la promotion d'une région en réseau. Premièrement, la stratégie continue d'appuyer la méthode 3-60. 60% des navires de l'*US Navy*, deux tiers de la flotte de l'*US Coastal Guard* et 60% des moyens tactiques aériens situés outremer seront déployés dans la région⁶³. Deuxièmement, une posture militaire dans un réseau mieux réparti prend forme : les Etats-Unis cherchent à conclure de nouveaux accords internationaux pour accéder à davantage de bases, d'infrastructures et d'installations en vue de garantir un soutien interconnecté. Dans ce contexte, les capacités au niveau de la première chaîne d'îles ont partiellement été réduites, tandis que des forces expéditionnaires de stationnement et d'opérations spéciales sont renforcées tout le long de la seconde chaîne d'îles⁶⁴. Dans la même logique, de pair avec la dernière NDS, l'Approche Stratégique de mai 2020 envers la RPC réitère l'importance d'alliances et de partenariats encore plus stables. Les Etats-Unis veulent continuer à fournir une aide dans le développement des capacités militaires et d'interopérabilité. Ce soutien doit permettre d'assurer une présence de combat crédible sur les terrains d'opérations les plus avancés pour dissuader toute agression chinoise. Pour accélérer cette transformation, l'*US Conventional Arms Transfer policy*⁶⁵ facilite la vente d'armes aux pays partenaires et alliés⁶⁶. Troisièmement, sur base de la doctrine *AirSea Battle*, le Département développe des concepts innovants. Contenue dans le programme *Rapid Raptor Innovation* de l'*Air Force*

⁶⁰ WHITEHOUSE, *U.S. Building Maritime Capacity in Southeast Asia – Fact Sheet*. The Obama White House [en html] <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/11/20/fact-sheet-us-building-maritime-capacity-southeast-asia> (18/09/2020) ; *Fiscal Year (FY) 2019 - President's Budget Operation and Maintenance*, Washington : United States Department of Defense Security Cooperation Agency, février 2019, p. 430

⁶¹ THE DIPLOMAT, *What ARIA Will and Won't Do for the US in Asia*, op. cit.

⁶² SAHA, op. cit., p. 16

⁶³ Zhao, WEIBIN, *The Indo-Pacific Strategy of the US and Its Influence on Regional Security*. CHINA-US FOCUS [en html], <https://www.chinausfocus.com/peace-security/the-indo-pacific-strategy-of-the-us-and-its-influence-on-regional-security> (18/09/2020)

⁶⁴ Ibidem.

⁶⁵ Politique sur le transfert d'armes conventionnelles des Etats-Unis.

⁶⁶ *United States Strategic Approach to The People's Republic of China*, op. cit., p. 14

Reserve Command, elle vise à mettre en œuvre des opérations multi-domaines en bases avancées, ou encore aériennes⁶⁷.

En résumé, les rapports officiels restent centrés sur une concurrence stratégique à travers le commerce, la sécurité et la gouvernance. A nouveau, tout dépendra des moyens financiers pérennes pour réaliser durablement une projection de puissance suffisante. En décembre 2019, une nouvelle allocation de 2,5 milliards de dollars pour l'ARIA avait été approuvée par le Congrès américain. Toutefois, des analystes indiquent que ce montant ne faisait probablement pas le poids par rapport aux financements injectés par Pékin. Selon Lindsay Ford, spécialiste du monde sud-asiatique à Brookings, ce montant est loin d'égaliser ce qui est dépensé pour l'Initiative de Dissuasion Européenne (EDI) et ne permettrait pas de soulever l'ensemble des défis auxquels font face les Américains en Asie. Dans un autre sens, le budget élargi était un premier apport qui pourrait attirer de nouveaux financements dans les années à venir. Le défi est de maintenir ce rythme sur le plus long terme afin de construire un QUAD efficace⁶⁸.

2.2. Le QUAD et ses membres

Entre 2017 et fin 2018, les Etats-Unis ont vendu pour près de 9,42 milliards de dollars en armes et fourni pour plus de 500 millions de dollars en assistance aux Etats de l'Indo-Pacifique⁶⁹. Le montant avait doublé par rapport à l'année précédente. Avec l'Australie, les Etats-Unis avaient également modernisé la base navale sur l'île Manus en Papouasie-Nouvelle-Guinée⁷⁰. Ce projet rend compte des préoccupations à propos de la construction d'avant-postes militaires chinois dans le Pacific Sud. En réalité, même si les initiatives bilatérales et les mesures économiques restent des armes de prédilection de Donald Trump, ces leviers ne suffiraient pas à modérer l'attitude de Pékin. S'il est vrai que les sanctions américaines ont ralenti quelque peu l'économie chinoise, l'Administration est consciente que de réels progrès seront accomplis via des manœuvres stratégiques plurilatéral, mais sélectives. Le *Quadrilateral Security Dialogue* (QUAD) entre les Etats-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie - les trois piliers de la FOIP -, est une des solutions qui va dans ce sens⁷¹. Washington avait tenté de redynamiser le Dialogue en novembre 2017. Deux visions sur sa raison d'être sont à distinguer.

⁶⁷ WEIBIN, op. cit.

⁶⁸ Nirmal, GHOSH, *Modest but positive funding for US' Asia-Pacific strategy*. THE STRAITS TIMES [en html], <https://www.straitstimes.com/world/united-states/modest-but-positive-funding-for-us-asia-pacific-strategy> (18/09/2020)

⁶⁹ ASEAN.USMISSION, *Advancing A Free and Open Indo-Pacific Region*. US Department of State [en html], <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2018/11/287433.htm> (18/09/2020) in STOREY, COOK, op. cit., p. 4

⁷⁰ Ibid., p. 4 ; BBC, *US to join Australia in Papua New Guinea naval base plan* [en html], <https://www.bbc.com/news/world-asia-46247446> (18/09/2020)

⁷¹ Le *Quadrilateral Security Dialogue* (QUAD) est au départ un forum entre l'Inde, le Japon, l'Australie et les Etats-Unis lancé par Shinzo Abe en 2007. Reprise par la *FOIP strategy* des Etats-Unis, le Dialogue a pour objectif d'augmenter la coopération dans le domaine de la sécurité et de la défense afin de freiner les objectifs géostratégiques de la Chine.

La première part du constat que le QUAD est voué à être et rester une plateforme non-militaire de coopération et de coordination maritime interétatique, comme initiée par le Japon en 2007. Depuis longtemps, New Delhi, Tokyo et Canberra procèdent un rééquilibrage tactique entre Washington et Pékin. En 2007, l’Australie réassura la Chine que son adhésion au QUAD ne se limiterait qu’à des questions commerciales et culturelles. L’Inde, de son côté, avait confirmé la même année que le QUAD n’avait pas vocation à s’impliquer dans des questions sécuritaires. Si, toujours en 2007, l’Australie avait été conviée aux activités du groupe entant que membre non-permanent, l’Inde avait finalement exclu la *Royal Australian Navy* en 2018 pour éviter de faire planer l’idée d’une formation militaire⁷². Mis à part cela, l’imprévisibilité de l’administration Trump et ses politiques commerciales agressives avaient à cette époque compromis le ralliement des partenaires autour d’un objectif clair et commun. Les trois partenaires redoutèrent que les visées de conquête de Washington se heurteraient à une puissance chinoise insoupçonnée. Les débats s’animent à Delhi sur la position des Etats-Unis envers la Russie, l’Iran et quant aux réelles motivations, c’est-à-dire, le propre intérêt de Washington⁷³. Les relations entre l’Australie et les Etats-Unis s’étaient également détériorées dès le début de 2017, bien que les rapports soient plus constructifs depuis le changement de gouvernement à Canberra en août 2018. A ce moment, l’Australie était focalisée sur la poursuite de partenariats stratégiques avec les nations asiatiques. Le Japon, et plus précisément le gouvernement Abe, écarte la notion de stratégie de sa vision sur l’Indo-Pacifique. En octobre 2019, le premier ministre indien, Narendra Modi, avait reçu en grande pompe le président Xi à Chennai⁷⁴. Plus tôt, en mars 2019, Phil Davidson, l’amiral en charge de l’*US Indo-Pacific command*, avait insinué dans les médias à Singapour que le Dialogue quadrilatéral pourrait cesser d’exister à cause du peu d’intérêt partagé⁷⁵. Structuré autour des grandes orientations, le QUAD resterait finalement un forum *ad hoc* et peu actif à cette époque. Mais en le supprimant, l’Administration se mettrait en porte-à-faux vis-à-vis de la NSS et de la NDS⁷⁶. Jusqu’à récemment, beaucoup de spécialistes partent du principe que le QUAD n’a pas vocation à devenir une structure militaire. Son éventuel abandon ne devrait donc pas avoir d’impacts conséquents. Le Dialogue se caractériserait surtout par des relations bi- et trilatérales entre une grande puissance et trois puissances moyennes, sans profonde synergie.

⁷² Ken, MORIYASU, Wajahat, KHAN, US, *Japan, India and Australia simulate 'Quad' drill in Indo-Pacific*. NIKKEI ASIA REVIEW [en html], <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/US-Japan-India-and-Australia-simulate-Quad-drill-in-Indo-Pacific> (18/09/2020)

⁷³ Atman, TRIVEDI, Aparna, PANDE, *India is Getting Cold Feet about Trump's America*. FOREIGN POLICY [en html], <https://foreignpolicy.com/2018/08/30/india-is-getting-cold-feet-about-trumps-america/>), in FLY, op. cit., p. 6

⁷⁴ Brahma, CHELLANEY, *America's feeble Indo-Pacific strategy*. ASPI [en html], <https://www.aspi.org.au/america-feeble-indo-pacific-strategy/> (18/09/2020)

⁷⁵ Annabelle, LIANG, *Indopacom : The 'Quad' might be shelved*. NAVY TIMES [en html], <https://www.navytimes.com/news/your-navy/2019/03/07/indopacom-the-quad-might-be-shelved/> (18/09/2020)

⁷⁶ Le QUAD, consacré explicitement dans la NSS, a pour objectif de conforter la FOIP contre les « visions répressives de l’ordre mondial ».

Selon la seconde perspective, l'opérationnalisation militaire conjointe en matière de défense aérienne et navale est l'incontournable avenir du QUAD. A mesure que la RPC poursuit sa campagne de contrôle et d'influence ces dernières années, en l'occurrence aux frontières himalayennes jusqu'à la Mer de Chine méridionale et orientale, les rapports entre celle-ci et les quatre démocraties du Dialogue se détériorent. Réciproquement, les relations entre ces dernières semblent se reconstituer tant soit peu au niveau sécuritaire. Dans son Rapport de Défense Stratégique de juillet 2020, le gouvernement australien est bien plus sceptique à l'égard de la Chine que dans ses livres blancs de 2016 : « *Since 2016, major powers have become more assertive in advancing their strategic preferences and seeking to exert influence, including China's active pursuit of greater influence in the Indo-Pacific. Australia is concerned by the [Chinese] potential for actions, such as the establishment of military bases, which could undermine stability in the Indo-Pacific and our immediate region* »⁷⁷. Quant au Japon, son livre blanc de 2020 souligne le bousculement du *statu quo* ces dernières années dans les mers aux alentours des îles Senkaku et dans son espace aérien. La PLAN et la Forces aérienne de la RPC n'auraient cessé d'accroître leurs activités unilatéralement et par démonstration de la force. Depuis les récents affrontements frontaliers dans les régions himalayennes en été 2020, la cote de popularité de la Chine dans l'opinion publique indienne est encore redescendue d'un cran⁷⁸.

En réaction, une désinhibition s'observe à en croire de récentes manœuvres du QUAD. Le 21 juillet 2020, l'*US Navy*, les Forces maritimes d'auto-défense japonaises et la *Royal Australian Navy* ont conduit des exercices conjoints dans la mer des Philippines et l'Océan Indien. En mer des Philippines, le *Ronald Reagan Carrier Strike Group*, constitué d'un porte-avions *USS Ronald Reagan*, un croiseur lance-missiles *USS Antietam* et un destroyer lance-missiles *USS Mustin*, était accompagné de frégates australiennes *Stuart* et *Arunta*, les destroyer *Hobart*, un navire *Canberra LHD*, un vaisseau de ravitaillement *Sirius HMAS* australien, ainsi qu'un destroyer japonais de type *Teruzuki*. En parallèle, des exercices furent menées entre l'Inde et les Etats-Unis dans l'Océan Indien. A l'Ouest du Déroit de Malacca, le porte-avions *Nimitz*, un croiseur lanceur de missiles *USS Princeton*, un destroyer lanceur de missiles *USS Sterett* et l'*USS Ralph Johnson* avaient rejoint des navires indiens, *Rana*, *Sahyadri*, *Shivalik* et *Kamorta* pour des exercices similaires⁷⁹. L'objectif était de montrer que le QUAD dispose *de facto* d'une capacité de conduire des actions conjointes pour contrer celles de l'armée chinoise, selon Derek Grossman, analyste chez *RAND Corporation*. Selon Sameer Lalwani, expert de l'Asie du Sud au *Stimson Center* de Washington, la participation de l'Australie aux exercices *Malabar* cette année avec l'approbation de l'Inde suscitera un élan d'optimisme pour une pleine opérationnalisation du groupe. Les manœuvres de lutte anti-sous-marines et aériennes à venir n'échapperont pas non plus à l'attention de Pékin, souligne Lalwani.

⁷⁷ MORIYASU, KHAN, op. cit.

⁷⁸ *ibidem*

⁷⁹ *Ibidem*.

Il est toutefois à noter que si New Delhi se montre moins circonspecte envers le QUAD depuis le regain de tensions avec Pékin, elle fait encore montre d'une certaine réserve. Comme mentionné ci-dessus, le QUAD a toujours eu un rôle de balancement avec Pékin. Jusqu'à présent aucun acteur n'a jamais souhaité bousculer cet équilibre. Pour faire pencher la balance, d'autres voix comme celle de Sudarshan Shrikhande, ancien amiral de la *Indian Navy* et ancien chef du renseignement des forces navales indiennes, optent pour une inclusion progressive d'autres nations comme celles de l'ASEAN. Des signes montrent que les capitales asiatiques ont de moins en moins de réserves à exprimer leurs inquiétudes sur les intentions de Pékin. Pour ce faire, la coopération doit à tout le moins s'illustrer étroitement dans de multiples domaines, tels que la diplomatie, l'économie, les campagnes d'information au-delà du seul déploiement de la puissance navale militaire⁸⁰. Seulement, le retour du QUAD soulève toujours des doutes sur la place accordée aux pays du Sud-Est asiatiques. Les membres de l'ASEAN ont souvent interprété le Dialogue comme un noyau fermé de grandes puissances qui a tendance à réduire leur voix au silence⁸¹. Notons aussi que la Chine est déjà leur premier partenaire économique.

3. Confiance des nations indo-pacifiques

3.1. Corées et Japon

Contre toute attente, Donald Trump annonça en mars 2018 une rencontre avec Kim Jong-un, rencontre qui eut lieu le 12 juin 2018 au sommet de Singapour. Cette action signifiait l'abandon de la patience stratégique adoptée par les gouvernements précédents⁸². Mais la décision d'imposer des mesures douanières à la Corée du Sud durant cette même période (cf. *supra*) était encore plus déconcertant dans un contexte de menace nucléaire et celle des forces conventionnelles nord-coréennes⁸³. Plus tard, suite au sommet de Singapour, celui-ci annonça la suspension des exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud. Il évoqua également le retrait des bases américaines au mépris du traité d'alliance et de l'importance de la présence militaire des Etats-Unis dans le Pacifique en général⁸⁴. Il n'est pas faux qu'un accord avec Pyongyang était de loin préférable pour Séoul et Tokyo que de faire planer le spectre d'une guerre nucléaire. Néanmoins, sur fond d'une diplomatie unilatérale, cette initiative ne reflétait pas seulement le reniement d'engagements historiques, mais aussi une complaisance avérée pour les autocrates⁸⁵. Aucune véritable progression n'avait été faite à

⁸⁰ MORIYASU, KHAN, op. cit.

⁸¹ Patrick M., CRONIN, *US Asia Strategy: Beyond the Quad*. THE DIPLOMAT [en ligne], <https://thediplomat.com/2019/03/us-asia-strategy-beyond-the-quad/> (18/09/2020)

⁸² BRANDON, op. cit.

⁸³ SCHAUS, op. cit.

⁸⁴ SZECHENYI, HOSOYA, op. cit., p. 3

⁸⁵ Ankit, PANDA, Prashanth, PARAMESWARAN, *What's causing the slow breakdown of US North Korea talks?* THE DIPLOMAT [en ligne], <https://thediplomat.com/2018/08/whats-causing-the-slow-breakdown-in-us-north-korea-talks/> (18/09/2020) ; Uri, FRIEDMAN, *Inside the Dispute Derailing Nuclear Talks With North Korea*. THE

l'issue des négociations. Un second sommet, fin février 2019, s'était achevé sur un désaccord. Néanmoins, les Etats-Unis et le Japon signèrent en octobre 2019 l'*US-Japan Trade Agreement* et l'*US-Japan Digital Trade Agreement*. L'USAID et la *Korea International Cooperation Agency* (KOICA) envisageaient de conclure un mémorandum d'accord (MoU) pour étendre la collaboration en matière de développement dans l'Indo-Pacifique⁸⁶. Quoi qu'il en soit, les principaux alliés américains ne souhaitent pas adhérer inconditionnellement aux partenariats proposés par Washington. Une autre difficulté étaient les tensions ravivées entre le Japon et la Corée du Sud. La réticence de l'Administration pour intervenir publiquement dans leurs désaccords donne à la diplomatie chinoise une marge de manœuvre non-négligeable. Au moment venu, Pékin pouvait très bien convaincre les deux parties de mettre de côté leurs dissensions en jouant sur un ALE trilatéral en pleine négociation en novembre 2019⁸⁷. Toujours en novembre, Washington était revenu à la charge en exhortant Séoul et Tokyo de payer quatre à cinq fois ce qu'ils allouent pour héberger le personnel et les bases de l'armée américaine sur leur territoire. Des pourparlers avec Washington étaient quasi illusoire à ce moment. Les gouvernements sud-coréen et japonais doivent régulièrement faire face aux pressions nationales par rapport à cette question devenue très controversée au sein de leur circonscription électorale respective⁸⁸.

3.2. Taiwan

La question de Taiwan est une des plus sensibles de la relation sino-américaine. L'île, *de facto* territoire indépendant de l'Etat chinois depuis 1949, est un enjeu vital pour Pékin. En limitant son accès au Pacifique, la Chine est empêchée de disposer de ses eaux nationales aux alentours de la première de ses trois lignes de défenses. Aujourd'hui, une de ses plus grandes ambitions est de se réapproprier la pleine souveraineté de Taiwan pour naviguer librement sans contraintes en Mer de Chine du Sud. Dans cette région, la partie maritime du projet *Belt and Road Initiative* (BRI)⁸⁹ conduit Pékin à terraformer et militariser des îles artificielles⁹⁰. Elles lui confèrent davantage de zone économique exclusive (ZEE).

ATLANTIC [en ligne], <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/08/north-korea-war-declaration/568603/> (18/09/2020), in RAPP-HOOPER, op. cit., p. 12

⁸⁶ SAHA, op. cit., p. 14

⁸⁷ Elliot, SILVERBERG, Matthew, SULLIVAN, *Assessing Trump's Indo-Pacific Strategy, 2 Years In*. THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2019/10/assessing-trumps-indo-pacific-strategy-2-years-in/> (18/09/2020)

⁸⁸ Hunter, MARSTON, *Trump keeps spoiling US Asia policy*. EAST ASIA FORUM [en html], <https://www.eastasiaforum.org/2020/01/15/trump-keeps-spoiling-us-asia-policy/> (18/09/2020)

⁸⁹ En parallèle, la Chine s'étend sur l'intérieur du continent asiatique pour développer le volet terrestre de BRI.

⁹⁰ Les îles Paracels font épisodiquement l'objet de litiges avec le Vietnam et les Philippines, mais les tensions sont moindre par rapport aux Spratleys. Suivant les revendications chinoises en 2017, certaines îles Paracels – Woody Island –, font l'objet d'une militarisation (sous-marin nucléaire, missiles antinavires, extension de pistes d'atterrissage, systèmes de missiles sol-air, hélicoptères, etc.). Quant aux îles Spratleys, les différends opposent la Chine à la Malaisie, le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines pour les hydrocarbures et les ressources halieutiques. En 2018, la zone générait cinq milliards de dollars par an. Le trafic maritime permet à la Chine d'étendre sa sphère d'influence jusqu'au cœur de l'Asie du Sud-Est.

Depuis 2017, la position du gouvernement des Etats-Unis à propos de Taiwan a évolué. Malgré une mise en œuvre mitigée de la *China policy*, le Congrès des Etats-Unis adhèrera progressivement aux visions de l'Administration. La *John S. McCain National Defense Authorization Act* (NDAA) issue du 115^{ème} Congrès (H.R.5515 - 2017-2018) en août 2018, préconise une stratégie pangouvernementale. La loi accentue la position de la NSS et de la NDS envers Pékin. La dénomination *Southeast Asia Maritime Security Initiative* est remplacée par *Indo-Pacific Maritime Security Initiative*⁹¹. Deux sections entières sont dédiées à Taiwan et à la consolidation de son armée⁹². Le Congrès encourage le Département de la défense et le gouvernement à renforcer les rapports gouvernementaux avec Taiwan pour éviter l'isolement de l'île⁹³.

Publié un an plus tard, le Rapport Stratégique sur l'Indo-Pacifique du Département de la Défense de juin 2019 aborde la question de Taiwan sans faire référence à la politique *One China*. Jamais un rapport officiel de Washington n'aura considéré Taiwan avec une telle intensité comme un Etat à part entière. La stratégie présente effectivement l'île, au même titre que Singapour, aux côtés de la Nouvelle Zélande et de la Mongolie, comme des démocraties indo-pacifiques et « (...)partenaires capables, fiables et naturels des Etats-Unis »⁹⁴. Le document réitère que les Etats-Unis ont un intérêt vital à soutenir un ordre international reposant sur l'Etat de droit : « Taiwan, acteur démocratique, prospère et solide doit y être inclus »⁹⁵. Le Rapport de la FOIP de la Maison Blanche de novembre 2019 va dans le même sens. Taiwan est sollicitée pour se joindre aux Etats-Unis dans leur lutte contre les défis émergents. Il est déclaré qu'elle s'aligne étroitement avec la vision et l'approche de Washington. Le texte fait allusion à l'approfondissement de leurs relations et exprime de vives inquiétudes relatives aux persécutions d'une Chine qui ébranle le *statu quo* dans le détroit de Formose⁹⁶. Dans le même ordre des choses, l'Approche Stratégique de mai 2020 dénonce ses manœuvres dans le détroit et confirme l'engagement de Washington. Les relations officieuses continuent d'être légitimées par la *Taiwan Relations*

⁹¹ cf. Pour plus de détail, voir Raphaël, DELBROUCK, *La relation sino-américaine : analyse de la politique étrangère américaine depuis 2017* - Note d'analyse n° 71, Louvain-la-Neuve : CECRI, septembre 2020, pp. 17-22

⁹² *John s. McCain national Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019*, Washington : Congrès des Etats-Unis, GPO, sections 1257, 1258

⁹³ Bonnie, GLASER, Kelly, FLAHERTY, "Hurtling Toward a Trade War," *Comparative Connections* 20:1 (2018), p. 23, in Robert, SUTTER, « Trump's China Policy: Bi-partisan Hardening, Uncertain Resolve », *Diane Labrosse Web and Production Editor: George Fujii*, H-Diplo | ISSF POLICY Series America and the World—2017 and Beyond, 16 janvier 2019, p. 6

⁹⁴ *Indo-Pacific Strategy Report: Preparedness, Partnerships, and Promoting a Networked Region*, Washington : US Department of Defense, 1er juin 2019, p. 31, in *U.S.-China Relations* (R45898), Washington : CRS Reports, Library of Congress, août 2019, p. 30

⁹⁵ *Ibid.*, p. 31

⁹⁶ Michael, MAZZA, *An assessment of the US free and open Indo-Pacific vision for Taiwan*. AEI [en html], [https://www.aei.org/articles/an-assessment-of-the-us-free-and-open-indo-pacific-vision-for-taiwan/\(18/09/2020\)](https://www.aei.org/articles/an-assessment-of-the-us-free-and-open-indo-pacific-vision-for-taiwan/(18/09/2020))

Act et les Trois Communiqués⁹⁷. Le document approuve la *Taiwan's New Southbound Policy*⁹⁸ et réaffirme le soutien militaire des Etats-Unis⁹⁹. Ce soutien se confirme au niveau des ventes d'armes. Entre juin 2017 et août 2019, l'administration Trump notifia au Congrès 11 ventes militaires à l'étranger à destination de Taiwan (*Foreign Military Cases – FMS*) sur cinq dates différentes. Le montant total atteignait 11,76 milliards de dollars. Le 12 juillet 2019, en réponse aux visites de Tsai Ing-wen aux Etats-Unis¹⁰⁰ et à la notification du 8 juillet sur les ventes de tanks *Abrams M1A2T* et de missiles *Stinger MANPAD Block I-92F*, le message de l'Ambassadeur de Chine, Cui Tiankai, adressé à Washington ne passa pas inaperçu : « Taiwan reste soumis à la souveraineté chinoise. Aucune tentative ne parviendra jamais à diviser la Chine. A force de jouer avec le feu, on finit par se bruler »¹⁰¹. En réponse à la notification en 20 août 2019 sur la vente de chasseurs *F-16C/D Block 70*¹⁰², le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, Geng Shuang, avait prévenu que la Chine sanctionnerait les entreprises américaines impliquées dans la transaction¹⁰³. Le Déroit de Taiwan était plus que jamais une poudrière dans une zone susceptible de dégénérer en guerre majeure en un rien de temps.

De fait, force est de constater que le gouvernement américain s'écarta dans une certaine mesure des objectifs des rapports officiels et des textes législatifs. En 2018, la complaisance de Trump pour le président Xi en contraste à la virulence de ses diatribes peut s'expliquer par le poids de Pékin dans le dossier nucléaire nord-coréen. Pour s'assurer de son soutien lors du sommet de juin 2018 entre la Corée du Nord et les États-Unis, le président Trump aurait hésité à mettre en œuvre les politiques à l'égard de Taiwan, désormais laissé à son sort¹⁰⁴. Puis, en 2019 l'administration Trump aurait finalement démontré trop de précaution pour implémenter la *Taiwan Travel Act* de 2018, à l'instar de la *Reciprocal Acces to Tibet Act* de 2018. La *Hong Kong Human Rights and Democracy Act* de 2019 semblait subir un sort semblable¹⁰⁵, selon Brahma Chellaney, professeur d'études stratégiques au *Centre for Policy*

⁹⁷ Il s'agit de trois déclarations conjointes signées par les Etats-Unis et la Chine en 1972, 1979 et 1982. Pendant la Guerre Froide, jusqu'à aujourd'hui, ces déclarations ont été déterminantes dans leur relations réciproques et avec Taiwan.

⁹⁸ La *Taiwan's New Southbound Policy* est une politique de coopération initiée par la présidente Tsai Ing-wen qui a pour but de renforcer les liens avec plus de 20 pays, dont la plupart des nations d'Asie du Sud-Est et l'Australasie.

⁹⁹ *United States Strategic Approach to The People's Republic of China*, op. cit., p. 2, p. 6, p. 14

¹⁰⁰ En mai 2019, Washington avait organisé un meeting dévoilé officiellement entre les conseillers en matière de sécurité nationale des Etats-Unis et de Taiwan, ce pour la première fois depuis la rupture de leurs relations en 1979. En juillet 2019, l'Administration Trump autorisa la Présidente Tsai Ing-wen d'effectuer des visites intermédiaires par New York City et la ville de Denver, lors d'un voyage sur la route vers des alliés diplomatiques dans les pays des Caraïbes.

¹⁰¹ *U.S.-China Relations* (R45898), op. cit., pp. 37-38

¹⁰² La dernière et plus onéreuse des 11 propositions de vente s'élève à 8 milliards de dollars.

¹⁰³ Ministry of Foreign Affairs of the PRC, *Foreign Ministry Spokesperson Geng Shuang's Regular Press Conference*. FMPRC, 22 août 2019, [en html],

https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/2511_665403/t1690680.shtml (20/09/2020), in *U.S.-China Relations* (R45898), op. cit., pp. 37-38

¹⁰⁴ SUTTER, op. cit., p. 4

¹⁰⁵ CHELLANEY, op. cit. ; Pour plus de détail voir, DELBROUCK, op. cit. pp. 12-13, pp. 17-20

Research de New Delhi. Une autre donnée est à prendre en compte. A ce moment, la guerre commerciale amorcée au printemps 2018, liée aux questions économiques, notamment agricoles, aux technologies et aux politiques en matière de droits de propriété intellectuelle, battait son plein¹⁰⁶.

3.3. ASEAN : Centralité et *hedging*

Le Rapport de la FOIP de novembre 2019 préconise un partage de normes avec les membres de l'ASEAN dans les domaines de la cybersécurité et du commerce numérique. Il faut favoriser les opportunités commerciales, la création de petites et moyennes entreprises, encourager les initiatives des femmes¹⁰⁷, en particulier dans les sciences et la technologie, et celles des jeunes entrepreneurs. Le rapport rappelle l'investissement cumulé de 271 milliards de dollars consacré à l'ASEAN pour l'année 2018. Ce montant dépasserait de loin l'ensemble des FDI américains au Japon et en Chine¹⁰⁸. La même année, l'*US Support for Economic Growth in Asia* (US SEGA) avait été lancé pour aider les nations à développer des politiques commerciales et d'investissement répondant à des niveaux de normes élevés. En septembre 2019, les Etats-Unis avaient annoncé un nouveau financement de 100 millions de dollars pour *Pacific Pledge*, outre les 350 millions de dollars investis annuellement pour promouvoir la prospérité. Dans ce même cadre, l'USAID accordera un montant de 62 millions de dollars pour le développement de nouveaux programmes dans le courant de 2020, le double du financement précédant. En 2019, Washington avait octroyé une première subvention à la *Pacific Region Infrastructure Facility* (PRIF) de l'*Asian Development Bank* (ADB) pour soutenir les projets d'infrastructures dans les îles du Pacifique¹⁰⁹. La section du rapport de la FOIP sur les engagements multilatéraux souligne clairement la centralité de l'ASEAN dans la construction d'une architecture solide, fondée sur des règles de droit¹¹⁰. Celle-ci doit servir d'appui à l'élaboration de leurs Perspectives nationales sur l'Indo-Pacifique (AIOP)¹¹¹, publiées le 23 juin 2019 à l'issue du 34^{ème} sommet de l'ASEAN à Bangkok, ce à quoi s'attache également l'Approche stratégique de mai 2020. Elles doivent s'aligner sans oublier celles de l'Australie, du Japon, et de l'Inde : « *The United States is working in concert with mutually aligned visions and approaches such as the Association of Southeast Asian Nation's Outlook on the Indo-Pacific, Japan's free and open Indo-Pacific vision, India's Security and Growth for All in the Region policy, Australia's Indo-Pacific concept* »¹¹².

En somme, les rapports officiels de Washington tentent de répondre aux inquiétudes des Etats d'Asie du Sud-Est quant à leur place dans la stratégie de la FOIP. Mais le gouvernement

¹⁰⁶ Pour plus de détail, voir DELBROUCK, op. cit., pp. 4-16

¹⁰⁷ MAZZA, op. cit.

¹⁰⁸ SAHA, op. cit., p. 14

¹⁰⁹ Ibid. p. 9

¹¹⁰ POLING, op. cit.

¹¹¹ *Asean Outlook On The Indo-Pacific*

¹¹² *United States Strategic Approach to The People's Republic of China*, op. cit., p. 2

devait s'efforcer de compenser d'autres écueils. D'une part, l'ASEAN déplorait une baisse de l'implication des Etats-Unis durant l'année 2019 en réponse aux provocations de Pékin malgré l'annonce d'une gamme de projets de défense prometteurs. Certains leaders asiatiques, comme Rodrigo Duterte, chef de l'Etat philippin, ne souhaitent pas dépendre d'une puissance étrangère éloignée, dont de surcroît la primauté militaire commencerait à s'effacer dans la région. Pour rappel, la confiance dans l'efficacité du QUAD ne faisait pas l'unanimité au sein de l'ASEAN (cf. *supra*). D'une autre part, Washington essuyait de vives critiques pour le manque de modération diplomatique et l'obstination d'intensifier la compétition avant de se rétracter le cas échéant. Les incertitudes concernaient donc les capacités et la volonté de dissuasion des Etats-Unis pour éviter une guerre entre les principales puissances asiatiques pour des enjeux finalement jugés mineurs. Lors du sommet ASEAN à Bangkok, le président indonésien, Joko Widodo, avait fait part de ses craintes que la guerre commerciale entre Pékin et Washington se mue en guerre sur de multiples fronts¹¹³. L'envoi d'une délégation réduite sans le président américain aux sommets de l'EAS et de l'APEC en 2018 et 2019 illustre l'indifférence de l'Administration pour la plupart des pays de l'ASEAN¹¹⁴. Le sentiment d'abandon continuait de semer des doutes sur la notion de centralité de l'ASEAN promue dans la FOIP de Washington¹¹⁵. En guise de compensation, l'Administration avait envoyé Mark Esper, secrétaire à la défense des États-Unis, en tournée en Corée du Sud, en Thaïlande, au Vietnam et aux Philippines en novembre 2019. A Manille, pour tenter de renforcer quelque peu la crédibilité des Etats-Unis¹¹⁶, Esper avait accepté de revoir le Traité de Défense Mutuelle conclu avec les Philippines en 1951. Pendant sa tournée, le secrétaire à la défense s'était également prononcé sur les revendications infondées de la RPC. Il ne manqua pas de dénoncer son ingérence dans les activités gazières et pétrolières extraterritoriales de la ZEE du Vietnam. Il avait promis de transférer un second garde-côte de la flotte américaine suite au détachement d'un premier navire de la classe Hamilton en 2017¹¹⁷.

Dans un autre ordre d'idées, des analystes avaient relevé que le déficit commercial des Etats-Unis avec les économies de l'ASEAN atteignait collectivement 92 milliards de dollars en 2019. Ce déséquilibre pourrait expliquer le peu de marge accordée à la conclusion d'accords avec l'ensemble des membres. Il est plus que probable que Trump continuerait de privilégier les accords bilatéraux, tandis que la majorité des membres aspirent à une logique multilatérale. En résumé, les agendas commerciaux des Etats-Unis et ceux des pays d'Asie

¹¹³ Jonathan, STROMSETH, *Don't make us choose: Southeast Asia in the throes of US-China rivalry*, Washington : Brookings, The New Geopolitics – ASIA, octobre 2020, p. 2 <https://www.brookings.edu/research/dont-make-us-choose-southeast-asia-in-the-throes-of-us-china-rivalry/>

¹¹⁴ MARSTON, op. cit.

¹¹⁵ SILVERBERG, SULLIVAN, op. cit.

¹¹⁶ Washington a perdu une grande part d'influence à Manille depuis l'accession au pouvoir de Rodrigo Duterte. En 2017, le gouvernement philippin s'était rapproché de Pékin pour obtenir des sources d'investissement supplémentaires. La manœuvre avait fragilisé les initiatives dans la région pour faire pression sur la Chine. Une situation similaire en 2016 se produisit dans le contexte de décisions prises par le Tribunal international du droit de la mer sur les actions de Pékin en Mer de Chine du Sud, in FLY, op. cit., pp. 5-6

¹¹⁷ MARSTON, op. cit.

du Sud-Est reflétaient peu de signes de convergence politique. Quant aux investissements, très peu de programmes avaient vu le jour dans le courant de 2019. A en croire les perspectives du rapport de la FOIP, elles devraient stimuler les liens avec les Etats-Unis, sauf que les membres se méfient des effets des réglementations protectionnistes de Washington sur les politiques d'investissements¹¹⁸. Un sondage mené en 2019 par l'ISEAS-Yusof Ishak Institute démontre que 68% des sondés issus des élites politiques des 10 nations de l'ASEAN étaient convaincues d'une baisse de l'implication des Etats-Unis dans la région depuis début 2017¹¹⁹. 74,1% des asiatiques du Sud-Est estiment que la Chine n'hésitera pas à asseoir sa domination si l'Amérique reste indifférente¹²⁰. L'ARIA et les autres politiques sont bien reçues, mais il sera dès lors difficile de convaincre les nations de leur bonne implémentation. D'après la même enquête, 47% des parties prenantes étaient convaincues que, dès 2013, BRI allait attirer les membres ASEAN dans le giron chinois. 70% des citoyens des pays imbriqués dans les projets BRI appellent les gouvernants à plus de vigilance dans la négociation avec Pékin pour éviter un endettement financier insoutenable¹²¹.

Le calcul stratégique des pays ASEAN est déclenché par toutes ces inquiétudes. Les réelles craintes d'être aspiré sont largement partagées entre sept membres ASEAN : Singapour (60,2%), Vietnam (58,7%), Birmanie (52,3%), Malaisie (51,8%), Thaïlande (51,3%), Indonésie (44,4%) et les Philippines (38,7%)¹²². Pour ces petites puissances, la stratégie de *hedging* semble être la seule issue, mais s'avère intenable sur la durée si Washington continue de nourrir une concurrence de jeu à somme nulle dans la région¹²³. Puis, les enjeux ne sont pas les mêmes pour tous les membres de l'ASEAN. Les chefs d'Etat malaysien et thaïlandais doivent faire face aux mesures commerciales du gouvernement américain, contrairement selon eux à la vision d'une région Indo-Pacifique « libre et ouverte ». Par ailleurs, les capitales de l'ASEAN scrutent de près le déroulement des politiques de Washington au Moyen Orient. Par exemple, la Malaisie et l'Indonésie ont chacune des affinités profondes avec le monde islamique. Le Cambodge, le Vietnam, la Thaïlande et la Birmanie ont d'autres intérêts dans la rivalité sino-américaine, notamment le contrôle des eaux du Mékong.

Un nouvel élan est enclenché dans cet environnement. Ces acteurs ne souhaitent ni avoir à choisir entre Washington ou Pékin, ni faire l'impasse sur leur soutien. Cet élan commun qui émerge repose sur une définition des valeurs de stabilité régionale, de coopération multilatérale, sur la croissance économique et le maintien d'un environnement ouvert au commerce. En ce sens, leur vision semble en phase avec celle de la FOIP des Etats-Unis, mais les motifs sous-jacents et la manière de les réaliser diffèrent. De plus, il n'est pas faux que

¹¹⁸ Kaewkamol, PITAKDUMRONGKIT, *The U.S. Indo-Pacific Strategy and Its Implications for U.S.-ASEAN Economic Governance Architecture*, Washington : KEI - Joint U.S.-Korea Academic Studies, 29 juillet 2019, p. 263

¹¹⁹ STORE, COOM, op. cit., p. 8

¹²⁰ ISEAS, *The State of Southeast Asia – 2019 Survey report*, Singapour : ISEAS-Yusof Ishak Institute, 29 janvier 2019, p. 23

¹²¹ ISEAS, op. cit., p. 19

¹²² Ibidem.

¹²³ SAHA, op. cit., p. 23

cette vision rejoint celle des Etats-Unis par le fait que ces acteurs sont appelés à prendre en main leur destin, mais ces derniers en éprouvent véritablement le besoin. Ils expriment fébrilement cette volonté. D'autre part, pour Washington, l'essentiel est que cela ne nuise pas aux intérêts américains. Il faut donc distinguer si cet élan est insufflé par une influence quelconque de Washington, ou déterminé par la perception d'un déclin de la puissance américaine dans la région.

3.4. Rôle et vision de l'Inde

À l'autre extrémité de l'Arc Indo-Pacifique, les Etats-Unis et l'Inde tentent d'approfondir leurs relations. Washington considère l'Inde comme un acteur démocratique cardinal dans la région. Washington espère cependant que Delhi endosse un rôle plus actif en Asie du Sud¹²⁴. Les accrochages à la frontière sino-indienne et les heurts avec le Pakistan dans le courant de 2019 à propos du Jammu-et-Cachemire ont stimulé la coopération avec les Etats-Unis¹²⁵.

Pendant le premier mandat de Narendra Modi, l'*Act East Policy* a permis à l'Inde de redéfinir sa stratégie de sécurité maritime. Elle s'aligne plus étroitement avec la politique étrangère américaine relative à l'expansion chinoise¹²⁶. Là où le bât blesse, c'est que la guerre commerciale et les tensions en matière d'importations de pétrole et de ventes d'armes pourraient ne pas se dissiper à un moment où Washington souhaite rallier Delhi en tant que partenaire stratégique. La hantise de Trump pour le déficit et les pratiques commerciales dites déloyales persiste. L'Inde s'était vue retirée son statut économique préférentiel sous le Système généralisé de préférences (GSP) en juin 2019. La conséquence de cette décision fut l'application immédiate de droits de douane sur 6,4 milliards de dollars d'exportations indiennes. Delhi répliqua en taxant 1,4 milliards de dollars d'exportations américaines – noix, pommes, produits chimiques¹²⁷. Fin juin 2019, la visite de Mike Pompeo, la première depuis la réélection de Modi en mai, avait pour objectif de résoudre les différends économiques et sécuritaires qui affectent leurs relations bilatérales¹²⁸.

En matière de défense, l'acquisition par l'Inde d'équipements militaires russes est une autre pomme de discorde. En dépit des sanctions américaines, le gouvernement Modi a l'intention de poursuivre l'achat du système de missiles de défense S-400 de la Russie pour un montant de 5,2 milliards de dollars¹²⁹. Cependant, il avait signé des accords avec les Etats-Unis pour renforcer la coopération militaire, le partage de renseignements et

¹²⁴ Wesley, RAHN, *US-India relations tense as Pompeo meets Modi in New Delhi*. DW - Deutsche Welle [en html], <https://www.dw.com/en/us-india-relations-tense-as-pompeo-meets-modi-in-new-delhi/a-49362216>

¹²⁵ SILVERBERG, SULLIVAN, op. cit.

¹²⁶ En particulier concernant la liberté de navigation en Mer de Chine du Sud et le manque de transparence dans les projets d'infrastructures financés par OBOR.

¹²⁷ *U.S.-India Trade Relations*, Washington : CRS Reports, Library of Congress, octobre 2019, p. 1

¹²⁸ RAHN, op. cit.

¹²⁹ Depuis la Guerre Froide, la Russie est un des grands fournisseurs d'armes de l'Inde.

l'utilisation d'équipements américains. Les deux Etats ont étendu leurs exercices militaires dans le cadre de *Tiger Triumph* à partir de novembre 2019¹³⁰. Lors de la visite de Donald Trump, fin février 2020, les deux leaders ont signé d'importants accords en matière de défense et de contre-terrorisme. Trump avait annoncé que New Delhi allait acheter des hélicoptères navals à hauteur 2,6 milliards de dollars. La coopération allait se renforcer sur des enjeux telles que la logistique navale, à mesure que les deux acteurs prenaient conscience des enjeux maritimes. Les deux gouvernements ont également progressé pour finaliser BECA - *Basic Exchange and Cooperation Agreement for Geo-Spatial Cooperation*, un des pactes fondateurs qui s'ajoute à la *Communications, Compatibility and Security Agreement*, accord signé en 2018¹³¹. Depuis, leurs navires naviguent conjointement avec les Japonais et les Philippines en Mer de Chine du Sud¹³².

Si plus que jamais les deux acteurs sont convaincus que la Chine pose un enjeu géopolitique majeur, il n'y a cependant pas la même urgence quant à l'approche à adopter. Par exemple, leur commerce bilatéral était estimé à 142 milliards de dollars pour l'année 2018, tandis que le commerce des Etats-Unis avec la Chine avoisinait les 735 milliards de dollars¹³³. Puis, Delhi ne partage pas la vision idéologique de l'Administration à propos de la menace que fait planer Pékin sur un ordre mondial « (...) façonné par le monde occidental »¹³⁴. D'autre part, l'Inde hésite de s'investir dans une alliance pleine avec les Etats-Unis, ce qui exigerait une implication plus contraignante dans le cours d'événements particuliers. Dans un partenariat stratégique, le degré d'investissement est bien souvent moins imposant, mais celui que proposent les Etats-Unis n'est pas exempt d'imprécisions, sachant que les attentes et aspirations des deux gouvernements diffèrent. Par exemple, l'*Indo-Pacific strategy* américaine met l'accent sur l'interopérabilité et la coopération bilatérale, notamment en matière d'exercices conjoints des forces armées. L'Inde, par contre, cherche à s'engager avec plusieurs nations, mais elle a longtemps exclu le caractère interopérable d'un partenariat que soit sur un mode bilatéral ou multilatéral¹³⁵. Sa récente participation aux manœuvres du QUAD en juillet 2020 (cf. *supra*) démontre cependant un changement d'optique, même si elle témoigne encore de retenue sur le rôle et l'avenir du Dialogue à quatre. En juin 2018, dans son discours du *Shangri-La Dialogue* Modi avait défini l'Indo-Pacifique comme une région englobant l'entièreté de l'espace océanique, partant du Pacifique occidental, passant par l'Océan Indien, jusqu'aux côtes africaines. Dans une déclaration commune avec Joko Widodo, il avait souligné la centralité de l'ASEAN dans le

¹³⁰ Tanvi, MADAN, *Order from Chaos - The pitfalls and promise of a US-India partnership driven*. BROOKINGS [en html], <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/02/27/the-pitfalls-and-promise-of-a-us-india-partnership-driven-by-china/> (20/09/2020)

¹³¹ Anubhav, GUPTA, *Despite the Trump-Modi 'Love,' Trade Is Still the Weak Link in U.S.-India Relations*. WRP [en html], <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/28579/despite-the-trump-modi-love-trade-is-still-the-weak-link-in-us-india-relations> (20/09/2020)

¹³² MADAN, op. cit.

¹³³ GUPTA, op. cit.

¹³⁴ MADAN, op. cit.

¹³⁵ RAHN, op. cit.

maintien de la paix et de la sécurité dans la région. Donc concrètement, l'Inde accepte tacitement une définition plus inclusive de l'Indo-Pacifique. Par conséquent, elle est consciente d'un second défi diplomatique, celui de réconcilier la centralité du QUAD et celle de l'ASEAN¹³⁶.

Enfin, le dialogue ministériel 2+2 de novembre 2019 entre Delhi et Washington jetait les bases d'une solide relation bilatérale en matière de défense et de sécurité¹³⁷. Il n'est pas improbable que les politiques nationalistes du gouvernement Modi freinent les progrès découlant de telles opportunités à l'avenir. Par exemple, début février 2020, au moment où des négociations avec Washington aboutissaient, le gouvernement indien avait augmenté les taxes jusqu'à un taux de 20% à 25% sur les importations de biens électroniques, des appareils électroménagers, de meubles, de jouets, etc. venant de l'étranger¹³⁸. Un accord commercial a manqué d'être conclu à Delhi lors de la tournée du président Trump le 24 février 2020. Les deux *leaders* opposèrent chacun leurs politiques protectionnistes de l'*America first* et de l'*India first*. Les deux doctrines restent braquées sur les transactions de court terme, au lieu de mettre en exergue les fondamentaux économiques et les priorités stratégiques à plus large échelle¹³⁹.

3.5. Japon et Chine : l'art de l'équilibre

Dans le courant de 2018, la guerre commerciale a conduit à un rapprochement entre le Japon et la Chine. A mesure que les tensions montèrent, les deux rivaux asiatiques poursuivirent une série d'engagements diplomatiques. Les exemples foisonnent. Lors d'un meeting en juin 2018, des représentants du gouvernement chinois et du Parti décidèrent de prendre des mesures face aux menaces des Etats-Unis. Quelques mois plus tôt, en mars 2019, Shinzo Abe avait accueilli le président Xi à Tokyo, étalant un certain enclin à normaliser les échanges et de mettre à l'écart leurs disputes territoriales maritimes. En parallèle, la relation entre le Japon et la Corée du Sud étaient au plus bas fin 2019 : boycotts, provocations militaires, fin du partage de renseignements. L'absence d'initiative de Washington pour tenter de réconcilier les deux alliés était perçue comme une révélation de plus de l'incrédulité envers les nations de l'Indo-Pacifique¹⁴⁰. En outre, si le Japon et les Etats-Unis embrassent chacun une notion de l'Indo-Pacifique « libre et ouverte » en tant que cadre normatif de leur stratégie régionale, leurs points de vue sur les risques et opportunités ne s'alignent pas complètement, à l'instar de l'Inde.

¹³⁶ SAHA, op. cit., p. 27

¹³⁷ Ibidem.

¹³⁸ Aditya, KALRA, Chandini, MONNAPPA, *India raises import taxes in move set to spook some foreign firms*. REUTERS [en html], <https://www.reuters.com/article/us-india-budget-import-taxes/india-raises-import-taxes-in-move-set-to-spook-some-foreign-firms-idUSKBN1ZV3OD> (20/09/2020), in GUPTA, op. cit.

¹³⁹ GUPTA, op. cit.

¹⁴⁰ Bob, CARR, *Erratic US Pacific policy is leaving Australia stranded*. FINANCIAL REVIEW [en html], <https://www.afr.com/policy/foreign-affairs/erratic-us-pacific-policy-is-leaving-australia-stranded-20191107-p538c1> (20/09/2020)

Shinzo Abe, à l'origine du concept de FOIP et du QUAD, avait introduit sa vision lors d'un speech devant le parlement indien en 2007. Il soulignait déjà l'importance d'un réseau de nations et d'organisations régionales qui valorisent la liberté, l'Etat de droit et de l'économie de marché, dans une région à l'abri de toute coercition et agression. A la différence des Etats-Unis, la FOIP vue par le Japon n'est pas conçue à l'origine pour contrer la Chine. En janvier 2019, le gouvernement Abe avait publié une nouvelle stratégie de défense. Elle priorise les capacités augmentées et la coopération avec les Etats-Unis, ainsi qu'avec les autres nations. Cependant, la notion de FOIP à laquelle Tokyo adhère s'écarte d'un *modus operandi* stratégique. Elle reste qu'une vision, un cadre de référence afin de faciliter la diplomatie avec Pékin, selon Nicholas Szechenyi, vice-directeur de la *Japan Chair* du Centre d'études stratégiques et internationales. Le gouvernement japonais tente de procéder à un rééquilibrage délicat entre la coopération et la compétition. Bien sûr, cette démarche n'est pas sans risques. Si le Japon cherche à intégrer la Chine et à normaliser ses relations avec elle à partir d'un simple concept, il sera difficile par la même occasion de faire une complète abstraction des tensions sécuritaires ravivées épisodiquement. D'autre part, la FOIP de Tokyo enjoint les autres nations d'embrasser les règles et normes susceptible de réorienter le comportement de Pékin¹⁴¹. Cependant, la perspective de pourparlers entre la Chine et le Japon sur une collaboration en matière de développement d'infrastructures reste un facteur de méfiance pour les pays tiers de la région envers la BRI.

Il ne faudrait pas ignorer les avantages d'un rapprochement. Tokyo s'est dite prête à explorer les possibilités d'une coopération, mais uniquement sous plusieurs conditions ayant trait à la transparence, la viabilité économique, l'endettement financier, etc. Cette main tendue indique la volonté de définir conjointement des normes de financement acceptable en matière de développement économique¹⁴². En parallèle, le gouvernement japonais souhaite s'investir dans une initiative trilatérale, incluant les Etats-Unis et l'Australie, avec l'objectif de proposer aux nations indo-pacifiques des alternatives aux financements chinois. D'où l'importance d'une politique de coordination renforcée, pour laquelle le Japon veut se faire le chantre dans la région, à l'instar des Etats-Unis. Cependant, Tokyo et Washington n'ont pas suivi la même trajectoire diplomatique et historique avec Pékin. De plus, la tendance des Etats-Unis à tourner le dos au multilatéralisme est susceptible de décourager l'élaboration de normes de libéralisation et de connectivité économique. Il n'est pas clair non plus si Tokyo et Washington s'entendent sur la concordance de la place attribuée aux valeurs démocratiques et libérales dans la rhétorique de FOIP¹⁴³, selon Yuichi Hosoya, professeur au Département Politiques de l'Université de Keio. Dans plusieurs sections, comme celle traitant des droits de l'homme et des échanges entre peuples, les engagements ne sont pas mis en lien avec une vision étendue de l'Indo-Pacifique. Une autre question est celle de la pertinence d'une distinction entre pays

¹⁴¹ SZECHENYI, HOSOYA, op. cit., p. 4

¹⁴² Ibid., pp. 4-5

¹⁴³ Ibid. p. 4

démocratiques et non-démocratiques dans le pilier sur la bonne gouvernance¹⁴⁴. N'oublions pas le poids d'une histoire commune dans la dualité opposition-coopération des relations avec Pékin (cf. *infra*).

D'autre part, l'équilibre de la relation entre Tokyo et Pékin est extrêmement sensible pour des raisons plus structurelles, là où les réalités économiques s'entremêlent aux questions sécuritaires. Pour les puissances moyennes, comme le Japon et la Corée du Sud, le *statu quo* et l'équilibre de la puissance restent essentiel pour résister aux prétentions de la Chine. Cependant, elle est et reste pour le Japon un partenaire économique indispensable, sans omettre les liens et accords commerciaux nippo-américains¹⁴⁵. Le ralentissement de l'économie mondiale, et chinoise en particulier, suscite d'autres inquiétudes. Selon Akio Takahara, spécialiste des politiques chinoises contemporaines à l'Université de Tokyo, l'économie chinoise est arrivée à un stade où le monde entier en subira lourdement les dégâts si elle s'effondre¹⁴⁶. Cette optique recadre le dilemme épineux pour Tokyo et les autres capitales d'Asie, Washington inclus. Elle dépasse la polarisation démocratie-autocratie. Il s'agit de savoir dans quelle mesure il faut contrer Pékin et/ou coopérer avec elle. A mesure que la Chine se développe économiquement, elle aura tendance à moderniser sa puissance militaire. Elle sera tentée d'étendre sa puissance économique et militaire en fonction de la redéfinition de ses intérêts, de son image et de son rôle identitaire. Il ne serait pas judicieux de tenter de l'écraser pour autant, précise Takahara. Sheila Smith, de son côté, rappelle que la croissance économique du Japon dépend des liens plus profonds avec la Chine. Dans leurs oppositions, un passé commun lie les deux frères ennemis et les autres nations d'Asie de l'Est¹⁴⁷. Ainsi, une dernière question s'impose : celle de la capacité et de la volonté des Etats-Unis d'intégrer l'Asie-Pacifique dans leur stratégie pour la FOIP en respect de chaque contexte politique, socio-économique et historique. C'est ce que préconise toutefois la NSS de 2017 : "*We require integrated regional strategies that appreciate the nature and magnitude of threats, the intensification of competitions, and the promise of available opportunities, all in the context of local political, economic, social, and historical realities*"¹⁴⁸.

¹⁴⁴ SZECHENYI, HOSOYA, op. cit., p. 4

¹⁴⁵ Fin septembre 2018, Tokyo accepta de signer un traité de libre-échange limité avec Washington, postposant ainsi les droits de douanes dans le secteur automobile. David, LAWDER, Jeff, MASON, U.S., *Japan sign limited trade deal, leaving autos for future talks*. REUTERS [en hml], <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-japan-idUSKBN1WA2D8> (20/09/2020)

¹⁴⁶ Catherine, PUTZ, *The Art of the Balance: Japan, China and the United States*. THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2019/01/the-art-of-the-balance-japan-china-and-the-united-states/> (20/09/2020)

¹⁴⁷ PUTZ, op. cit.

¹⁴⁸ *National Security Strategy* (2017), op. cit., p. 45

CONCLUSION

Depuis 2012, les Etats-Unis ont réinvesti la région d'Asie-Pacifique pour freiner l'expansion de la Chine, pas uniquement militairement, mais à travers toutes les dimensions de la puissance. Les plus récentes NSS et NDS tentent de répondre à cet objectif en consacrant désormais la notion plus large de FOIP. Les deux stratégies de sécurité et de défense contiennent des éléments de coopération, de compromis et d'équilibre de la puissance pour garantir les intérêts de tous les acteurs dans la région. Cependant, cette démarche qui se veut constructive ne se lie pas avec un second aspect, celui de la confrontation.

La stratégie de la FOIP des Etats-Unis peut être analysée à la lumière d'une approche hégémonique. Selon cette approche, la paix et la stabilité déjà fragile ne peuvent être garanties que par le partage de valeurs communes dans un ordre régional que les Etats-Unis veulent continuer à investir et édifier en tant qu'hégémon. Ce rôle protecteur transparaît dans les divers forums et rapports. Les discours soulignent l'importance des projets communs, les accords commerciaux, la collaboration, les lois et le droit international. La coopération préconisée par la FOIP vise à fournir un cadre alternatif aux projets géostratégiques à grande échelle de Pékin. Les relations doivent être fondées sur le respect pour la souveraineté. Mis à part cela, le rôle protecteur des Etats-Unis ne va pas sans prédominance géoéconomique. L'hégémonie américaine doit reposer sur des moyens économiques pour contrer 'l'impérialisme' chinois. Citons l'annonce et le rappel des investissements dédiés aux projets de coopération, la législation développée à cet égard – *LNG-to-power*, *Lower Mekong Initiative*, ARIA, BUILD ACT. Le but est de renforcer la capacité des pays afin d'identifier et atténuer les risques liés aux emprunts chinois. Ce n'est pas uniquement dans un cadre étroit avec quelques puissances moyennes, telles l'Australie et le Japon, qu'une collaboration s'affiche. L'OMC, l'APEC et le G20 restent au final aussi des instances où les dangers de la BRI sont soulignés, en dépit d'un dédain pour le multilatéralisme.

Puis, si la vision de la FOIP renferme une forme d'hégémonisme, elle n'est pas dénuée d'éléments libéral-institutionnels. Cela se dénote par l'insistance sur le *burden sharing*, le commerce loyal, l'équité et la réciprocité, sans lesquels les intérêts américains seraient menacés. ARIA va jusqu'à préconiser une ouverture avec la Chine pour faire face aux défis communs. Dans les faits, les Etats-Unis semblent moins enclins, voire capable, d'assumer les coûts des engagements promis. D'ailleurs, selon Gregory Poling, directeur de l'*Asia Maritime Transparency Initiative*, le dernier rapport de la FOIP publié par la Maison Blanche en novembre 2019 ne définirait pas de stratégie commerciale suffisamment opérationnelle¹⁴⁹. Cela peut s'expliquer par le fait que l'enchevêtrement complexe des enjeux sécuritaires et économiques conduit à un protectionnisme qui va à l'encontre des préceptes de la FOIP. Ce protectionnisme explique effectivement les difficultés pour

¹⁴⁹ POLING, op. cit.

mobiliser les moyens budgétaires nécessaires, malgré l'éloge que les rapports en font. Ne citons rien que le retrait du TPP en 2017 et la guerre commerciale à coup de mesures de rétorsion interminables à partir de 2018, au-delà 2019, passant de l'Europe au Japon sous le prétexte du déficit américain. Le Département d'Etat insiste sur le rôle des institutions régionales, mais les politiques entraînent une renégociation d'accords bilatéraux. L'Administration menace d'ailleurs régulièrement de retirer l'armée hors de zones hautement sensibles. En continuant à considérer le monde en termes transactionnels reposant sur des notions économiques obsolètes, l'administration américaine démontre finalement peu d'intérêts à édifier une architecture régionale stable, selon Poling.

Nous pouvons conclure que les faiblesses de l'administration Trump ne résident pas tant dans l'absence de stratégie. Elles révéleraient plutôt une incompatibilité entre des objectifs hégémoniques et des moyens néo-mercantilistes. Le rôle protecteur des Etats-Unis est moins conditionné par la stabilité internationale que par la nécessité de prospérité économique de la nation américaine. Ce décalage tend à mettre à néant les efforts d'investissements pour la coopération et le développement. Ceux livrés en matière de sécurité ne convainquent pas plus les nations sur le dévouement des Etats-Unis : si la course au *leadership* sécuritaire répond aux prescriptions de la NSS et de la NDS, elle attise le dilemme de sécurité dans une région d'Asie Pacifique sous tension, au grand dam des autres nations en présence. L'ARIA se veut plus constructive et ouverte. Cette loi compense jusque dans une certaine mesure les contradictions et excès de l'Administration, mais elle ne semblerait pas atténuer réellement le sentiment d'insécurité chez ces acteurs. Il en va de même pour le QUAD, les FONOP et diverses MSI. En outre, beaucoup d'imprécisions persistent sur la notion de concurrence stratégique vis-à-vis de la Chine. Ces éléments se répercutent sur la confiance, sur laquelle repose l'influence des valeurs américaines.

Sur un axe cognitif, rajoutons que ni la compréhension de la réalité, ni l'interprétation de la menace sont des données univoques. Le sens donné à l'environnement diverge d'une culture à une autre. Les nations indo-pacifiques couvent une perspective différente de la polarisation idéologique imposée par Washington. La tension induite par la dualité n'est pas sans lien avec l'inconsistance entre les documents de sécurité et de défense et la mise en œuvre de la FOIP. Le contraste frappant entre l'esprit va-t-en-guerre du président Trump, sa déférence envers ses rivaux et la proclamation d'une résolution pacifique et durable des problèmes se manifeste dans ce déséquilibre. Redoutant une confrontation directe, les nations asiatiques souhaitent que les Etats-Unis adoptent une approche plus subtile, plus modérée envers la Chine. D'emblée, leurs interrelations imprégnées culturellement à travers les siècles sont complexes. De leur point de vue, l'ethnocentrisme de l'*America First*, ou encore, l'exceptionnalisme américain, ôte aux Etats-Unis toute chance de se frayer une place parmi elles.

BIBLIOGRAPHIE

Portails nationaux : documents de sécurité, rapports, discours, articles

2018 Report to Congress of the U.S.-China Economic and Security Review Commission: Executive Summary and Recommendations, Washington: United States Department of Justice, novembre 2018, 525 pp. [Disponible sur : <https://www.uscc.gov/sites/default/files/2019-09/2018%20Annual%20Report%20to%20Congress.pdf> - 20/09/2020]

A FREE AND OPEN INDO-PACIFIC - Advancing a Shared Vision, Washington : US Department of Defense, US GPO, novembre 2019, 31 pp. [Disponible en ligne : <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/11/Free-and-Open-Indo-Pacific-4Nov2019.pdf> - 17/09/2020]

ASEAN.USMISSION, *Advancing A Free and Open Indo-Pacific Region*. US Department of State [en html], <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2018/11/287433.htm> (18/09/2020)

Attorney General Jeff Sessions' China Initiative Fact Sheet, Washington: United States Department of Justice, 1er novembre 2018, 3 pp. [Disponible sur : <https://www.justice.gov/opa/speech/file/1107256/download> - 20/09/2020]

Fiscal Year (FY) 2019 - President's Budget Operation and Maintenance, Washington : United States Department of Defense, Defense Security Cooperation Agency, février 2019, 480 pp. [Disponible sur : [https://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/fy2019/budget_justification/pdfs/01 Operation and Maintenance/O M VOL 1 PART 1/DSCA OP-5.pdf](https://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/fy2019/budget_justification/pdfs/01%20Operation%20and%20Maintenance/O%20M%20VOL%201%20PART%201/DSCA%20OP-5.pdf) - 18/09/2020]

Indo-Pacific Strategy Report: Preparedness, Partnerships, and Promoting a Networked Region, Washington : US Department of Defense, US GPO, 1er juin 2019, 55 pp. [Disponible en ligne : <https://media.defense.gov/2019/Jul/01/2002152311/-1/-1/1/DEPARTMENT-OF-DEFENSE-INDO-PACIFIC-STRATEGY-REPORT-2019.PDF>]

John s. McCain national Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019, Washington : Congrès des Etats-Unis, GPO, 2421 pp. [Disponible en ligne : <https://www.congress.gov/115/plaws/publ232/PLAW-115publ232.pdf> - 06/09/2020]

Ministry of Foreign Affairs of the PRC, *Foreign Ministry Spokesperson Geng Shuang's Regular Press Conference*. FMPRC [en html], https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/2511_665403/t1691074.shtml (20/09/2020)

National defense Strategy, Washington: United States Department of Defense, U.S. GPO, janvier 2018, 11 pp. [Disponible en ligne : <https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf> - 17/09/2020]

National Security Strategy, Washington : United States Department of State, U.S. GPO, mai 2010, 52 pp. [Disponible en ligne : https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/rss_viewer/national_security_strategy.pdf - 17/09/2020]

National Security Strategy, Washington : United States Department of State, U.S. GPO, février 2015, 29 pp. [Disponible en ligne : https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/2015_national_security_strategy_2.pdf - 17/09/2020]

National Security Strategy, Washington : United States Department of State, U.S. GPO, décembre 2017, 56 pp. [Disponible en ligne : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf> - 17/09/2020]

S.2736 - Asia Reassurance Initiative Act of 2018, Washington : Congrès des Etats-Unis, 31 décembre 2018, 5411 pp. [Disponible sur : <https://www.congress.gov/115/plaws/publ409/PLAW-115publ409.pdf> - 20/09/2020]

SG.USEMBASSY, *Remarks by Vice President Pence at the 6th U.S.—ASEAN Summit* [en html], <https://sg.usembassy.gov/remarks-by-vice-president-pence-at-the-6th-u-s-asean-summit/> (17/09/2020)

Sustaining US Global Leadership : Priorities for 21st Century Defense, Washington : United States Department of Defense, U.S. GPO, janvier 2012, 8 pp. [Disponible en ligne : https://archive.defense.gov/news/Defense_Strategic_Guidance.pdf - 17/09/2020]

U.S.-China Relations (R45898), Washington : CRS Reports, Library of Congress, août 2019, 57 pp. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/R45898.pdf> - 08/28/2020]

U.S.-India Trade Relations, Washington : CRS Reports, Library of Congress, octobre 2019, 3 pp. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/IF10384.pdf> - 28/09/2020]

United States Strategic Approach to The People's Republic of China, Washington : The White House, US GPO, mai 2020, 16 pp. [Disponible en ligne : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2020/05/U.S.-Strategic-Approach-to-The-Peoples-Republic-of-China-Report-5.20.20.pdf> - 17/09/2020]

US DEPARTMENT OF STATE, *America's Indo-Pacific Economic Vision – Speech* [en html] : <https://www.state.gov/remarks-on-americas-indo-pacific-economic-vision/> (17/09/2020)

US DEPARTMENT OF STATE, *U.S.-China Diplomatic and Security Dialogue – Media Note* [en html], <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2018/11/287282.htm> (17/09/2020)

US DEPARTMENT OF STATE.GOV, *Advancing a Free and Open Indo-Pacific Region – Fact sheet* [en html] <https://www.state.gov/advancing-a-free-and-open-indo-pacific-region/> (17/09/2020)

WHITE HOUSE.GOV, *Remarks by Vice President Pence at the 2018 APEC CEO Summit* [en html], <https://sg.usembassy.gov/remarks-by-vice-president-pence-at-the-2018-apecc-CEO-summit/> (17/09/2020)

WHITEHOUSE, *Remarks by President Trump at APEC CEO Summit | Da Nang, Vietnam* [en html], <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-apecc-CEO-summit-da-nang-vietnam/> (17/09/2020)

WHITEHOUSE, *Remarks by Vice President Pence on the Administration's Policy Toward China* [en html], <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-vice-president-pence-administrations-policy-toward-china/> (30/08/2020)

WHITEHOUSE, *U.S. Building Maritime Capacity in Southeast Asia, Washington - Fact sheet.* The Obama White House [en html] <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/11/17/fact-sheet-us-building-maritime-capacity-southeast-asia> (20/09/2020)

WHITEHOUSE, *U.S.-Japan Joint Statement on Advancing a Free and Open Indo-Pacific Through Energy, Infrastructure and Digital Connectivity Cooperation* [en html], <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/u-s-japan-joint-statement-advancing-free-open-indo-pacific-energy-infrastructure-digital-connectivity-cooperation/> (17/09/2020)

Ouvrages et revues

Abdelmalki, LAHSEN, René, SANDRETTO, *Le commerce international : Analyses, institutions et politiques des Etats*, Paris : De Boeck Supérieur, 2017, 416 pp.

Bonnie, GLASER, Kelly, FLAHERTY, "Hurtling Toward a Trade War," *Comparative Connections* 20:1 (2018), pp. 19-31

Cécile, BASTIDON, Ochozias, BAGUIDI, Azzedine, GHOUFRANE, Ahmed, SILEM, *Mondialisation, accords commerciaux régionaux et intégration de l'Afrique*, Paris : L'Harmattan, 2017, 170 pp.

Christopher, BUCK, *God & Apple Pie: Religious Myths and Visions of America*, New York: Educator's International Press, 2015, 424 pp.

Ming-chin Monique, CHU, Scott L., KASTNER, *Globalization and Security Relations Across the Taiwan Strait: In the Shadow of China*, New York : Routledge, 2014, 239 pp.

Robert, SUTTER, « Trump's China Policy: Bi-partisan Hardening, Uncertain Resolve », *Diane Labrosse Web and Production Editor: George Fujii*, H-Diplo | ISSF POLICY Series America and the World—2017 and Beyond, 16 janvier 2019, 13 pp. [Disponible en ligne : <https://issforum.org/ISSF/PDF/Policy-Roundtable-1-5BL.pdf> - 30/09/2020]

Tanguy, STRUYE DE SWIELANDE, *Duel entre l'Aigle et le Dragon pour le leadership mondial*, Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2015, 276 pp.

Centres de recherche, think tanks, instituts, fondations

Brahma, CHELLANEY, *America's feeble Indo-Pacific strategy*. ASPI [en html], <https://www.aspistrategist.org.au/americas-feeble-indo-pacific-strategy/> (18/09/2020)

CSIS, *Defining Our Relationship with India for the Next Century* [en html], <https://www.csis.org/analysis/defining-our-relationship-india-next-century-address-us-secretary-state-rex-tillerson> (17/09/2020)

Hunter, MARSTON, *Trump keeps spoiling US Asia policy*. EAST ASIA FORUM [en html], <https://www.eastasiaforum.org/2020/01/15/trump-keeps-spoiling-us-asia-policy/> (18/09/2020)

Ian, STOREY, Malcolm, COOK, *The Trump Administration and Southeast Asia: America's Asia Policy Crystallizes*, Singapour : ISEAS-Yusof Ishak Institute, 29 novembre 2018, p. 3 [Disponible en ligne : https://www.iseas.edu.sg/images/pdf/ISEAS_Perspective_2018_77@50.pdf - 17/09/2020]

ISEAS, *The State of Southeast Asia – 2019 Survey report*, Singapour : ISEAS-Yusof Ishak Institute, 29 janvier 2019, 8 pp. [Disponible en ligne : https://www.iseas.edu.sg/images/pdf/TheStateofSEASurveyReport_2019.pdf - 17/09/2020]

Jamie, FLY, *Trump's Asia Policy and the Concept of the 'Indo-Pacific'*, Berlin: SWP, Research Division Asia / BCAS 2018 | session nr. 2, octobre 2018, 10 pp. [Disponible en ligne : https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/projekt_papiere/SWP_BCAS_2018_Indo-Pacific_10.pdf - 17/09/2020]

John J., BRANDON, *Views from the Region on U.S. Policy in Asia Today*. THE ASIAN FOUNDATION [en html], <https://asiafoundation.org/2018/03/28/views-region-u-s-policy-asia-today/> (17/09/2020)

John, SCHAUS, *The Limits of Good Strategy: The United States in the Asia Pacific in 2018*. CSIS [en html], <https://www.csis.org/analysis/limits-good-strategy-united-states-asia-pacific-2018> (17/09/2020)

Jonathan, STROMSETH, *Don't make us choose: Southeast Asia in the throes of US-China rivalry*, Washington: Brookings, The New Geopolitics – ASIA, octobre 2020, 31 pp. [Disponible en ligne : <https://www.brookings.edu/research/dont-make-us-choose-southeast-asia-in-the-throes-of-us-china-rivalry/> - 17/09/2020]

Kaewkamol, PITAKDUMRONGKIT, *The U.S. Indo-Pacific Strategy and Its Implications for U.S.-ASEAN Economic Governance Architecture*, Washington : KEI - Joint U.S.-Korea Academic Studies, 29 juillet 2019, 273 pp. [Disponible en ligne : http://keia.org/sites/default/files/publications/kei_jointus-korea_2019_3.4.pdf - 17/09/2020]

Michael, MAZZA, *An assessment of the US free and open Indo-Pacific vision for Taiwan*. AEI [en html], <https://www.aei.org/articles/an-assessment-of-the-us-free-and-open-indo-pacific-vision-for-taiwan/> (18/09/2020)

Mira, RAPP-HOOPER, *The Indo-Pacific Vision in Strategic Limbo. A Foreign Policy Case Study for the Trump Era*, PARIS: IFRI, Notes de l'IFRI – Asie.Visions 102, novembre 2018, 20 pp. [Disponible en ligne : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/rapp-hooper_indo_pacific_vision_2018.pdf - 17/09/2020]

Nicholas, SZECHENYI, Yuichi, HOSOYA, *Working, Toward a Free and Open Indo-Pacific*, Washington DC : Carnegie Endowment For International Peace, octobre 2019, 6 pp. [Disponible en ligne : <https://carnegieendowment.org/2019/10/10/working-toward-free-and-open-indo-pacific-pub-80023> - 17/09/2020]

Premesha, SAHA, *From 'Pivot to Asia' to Trump's ARIA: What drives the US' Current Asia policy?* New Delhi : Observer Researcher Foundation, ORF Occasional paper | 236, 40 pp. [Disponible en ligne : <https://www.orfonline.org/research/from-pivot-to-asia-to-trumps-aria-what-drives-the-us-current-asia-policy-61556/> - 18/09/2020]

Raphaël, DELBROUCK, *La relation sino-américaine : analyse de la politique étrangère américaine depuis 2017* - Note d'analyse n° 71, Louvain-la-Neuve : CECRI, septembre 2020, 40 pp. [Disponible en ligne : http://cecilouvain.be/wp-content/uploads/2020/09/Note-danalyse-71_rela-sino-am.pdf - 28/09/2020]

Tanvi, MADAN, *Order from Chaos - The pitfalls and promise of a US-India partnership driven*. BROOKINGS [en html], <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/02/27/the-pitfalls-and-promise-of-a-us-india-partnership-driven-by-china/> (20/09/2020)

Journaux spécialisés

Aditya, KALRA, Chandini, MONNAPPA, *India raises import taxes in move set to spook some foreign firms*. REUTERS [en html], <https://www.reuters.com/article/us-india-budget-import-taxes/india-raises-import-taxes-in-move-set-to-spook-some-foreign-firms-idUSKBN1ZV3OD> (20/09/2020)

Ankit, PANDA, Prashanth, PARAMESWARAN, *What's causing the slow breakdown of US North Korea talks?* THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2018/08/whats-causing-the-slow-breakdown-in-us-north-korea-talks/> (18/09/2020)

Ankit, PANDA, *What ARIA Will and Won't Do for the US in Asia.* THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2019/01/what-aria-will-and-wont-do-for-the-us-in-asia/> (18/09/2020)

Annabelle, LIANG, *Indopacom : The 'Quad' might be shelved.* NAVY TIMES [en html], <https://www.navytimes.com/news/your-navy/2019/03/07/indopacom-the-quad-might-be-shelved/> (18/09/2020)

Anubhav, GUPTA, *Despite the Trump-Modi 'Love,' Trade Is Still the Weak Link in U.S.-India Relations.* WRP [en html], <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/28579/despite-the-trump-modi-love-trade-is-still-the-weak-link-in-us-india-relations> (20/09/2020)

Atman, TRIVEDI, Aparna, PANDE, *India is Getting Cold Feet about Trump's America.* FOREIGN POLICY [en html], <https://foreignpolicy.com/2018/08/30/india-is-getting-cold-feet-about-trumps-america/> , in FLY, op. cit., p. 6

Bob, CARR, *Erratic US Pacific policy is leaving Australia stranded.* FINANCIAL REVIEW [en html], <https://www.afr.com/policy/foreign-affairs/erratic-us-pacific-policy-is-leaving-australia-stranded-20191107-p538c1>

Carl, THAYER, *ARIA: Congress Makes Its Mark on US Asia Policy.* THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2019/01/aria-congress-makes-its-mark-on-us-asia-policy/> (06/09/2020)

Catherine, PUTZ, *The Art of the Balance: Japan, China and the United States.* THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2019/01/the-art-of-the-balance-japan-china-and-the-united-states/> (20/09/2020)

David, LAWDER, Jeff, MASON, *U.S., Japan sign limited trade deal, leaving autos for future talks.* REUTERS [en hml], <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-japan-idUSKBN1WA2D8> (20/09/2020)

Elliot, SILVERBERG, Matthew, SULLIVAN, *Assessing Trump's Indo-Pacific Strategy, 2 Years In.* THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2019/10/assessing-trumps-indo-pacific-strategy-2-years-in/> (18/09/2020)

Gregory, POLING, *For Lack of a Strategy: The Free and Open Indo-Pacific.* WAR ON THE ROCKS [en html], <https://warontherocks.com/2019/11/for-lack-of-a-strategy-the-free-and-open-indo-pacific/> (17/09/2020)

John GEDDIE, Aradhana, ARAVINDAN, *Pence says 'empire and aggression' have no place in Indo-Pacific*. REUTERS [en html], <https://www.reuters.com/article/us-asean-summit-pence/pence-says-empire-and-aggression-have-no-place-in-indo-pacific-idUSKCN1NK084> (05/05/2019)

Jonathan, MANTHORPE, *China targeting Pacific isles for strategic bases*. ASIA TIMES [en html], <https://asiatimes.com/2019/06/china-targeting-pacific-isles-for-strategic-bases/> (02/09/2020)

Ken, MORIYASU, Wajahat, KHAN, US, *Japan, India and Australia simulate 'Quad' drill in Indo-Pacific*. NIKKEI ASIA REVIEW [en html], <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/US-Japan-India-and-Australia-simulate-Quad-drill-in-Indo-Pacific> (18/09/2020)

Nirmal, GHOSH, *Modest but positive funding for US' Asia-Pacific strategy*. THE STRAITS TIMES [en html], <https://www.straitstimes.com/world/united-states/modest-but-positive-funding-for-us-asia-pacific-strategy>

Patrick M., CRONIN, *US Asia Strategy: Beyond the Quad*. THE DIPLOMAT [en html], <https://thediplomat.com/2019/03/us-asia-strategy-beyond-the-quad/> (18/09/2020)

Uri, FRIEDMAN, *Inside the Dispute Derailing Nuclear Talks With North Korea*. THE ATLANTIC [en html], <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/08/north-korea-war-declaration/568603/> (18/09/2020)

Wesley, RAHN, *US-India relations tense as Pompeo meets Modi in New Delhi*. DW - Deutsche Welle [en html], <https://www.dw.com/en/us-india-relations-tense-as-pompeo-meets-modi-in-new-delhi/a-49362216> (20/09/2020)

Zhao, WEIBIN, *The Indo-Pacific Strategy of the US and Its Influence on Regional Security*. CHINA-US FOCUS [en html], <https://www.chinausfocus.com/peace-security/the-indo-pacific-strategy-of-the-us-and-its-influence-on-regional-security> (18/09/2020)

Journaux quotidiens

BBC, *US to join Australia in Papua New Guinea naval base plan* [en html], <https://www.bbc.com/news/world-asia-46247446> (18/09/2020)

Eli, MEIXLER, *A Chinese Warship Nearly Collided With a U.S. Destroyer in an 'Unsafe' South China Sea Confrontation*. TIME [en html], <http://time.com/5412237/china-encounter-decatur-south-china-sea/> (18/09/2020)



Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.